

# JOURNAL OFFICIEL

DE LA RÉPUBLIQUE AUTONOME DU TOGO

## LOIS ET DECRETS

ARRÊTÉS, DÉCISIONS, CIRCULAIRES, AVIS, COMMUNICATIONS, INFORMATIONS ET ANNONCES

PARAISANT LE 1<sup>er</sup> ET LE 16 DE CHAQUE MOIS A LOME

### ABONNEMENTS

France & Union Fée	1 an	6 mois
Ordinaire	1.100 fr.	650 fr.
Avion	3.000 fr.	1.600 fr.
Etranger	1 an	6 mois
Ordinaire	1.400 fr.	800 fr.
Avion	3.500 fr.	2.100 fr.
Au comptant à l'imprimerie: 60 fr.		
Par porteur ou par la poste:		
Togo-France & Union Fée	75 fr.	
Etranger; Port en sus.		

### ABONNEMENTS ET ANNONCES

Pour les abonnements et annonces s'adresser au Directeur de l'Ecole Professionnelle de la Mission Catholique de LOME, TOGO.

Ils commencent par le premier numéro d'un mois et se terminent par le dernier numéro d'un des 4 trimestres.

Les abonnements et annonces sont payables d'avances.

### ANNONCES ET AVIS DIVERS

La ligne	60 f
Minimum	230 f
Chaque annonce répétée: moitié prix; minimum 230 f	

Ce tarif ne s'applique pas aux tableaux ni aux insertions faites en caractères plus petits que ceux du texte du Journal.

### SOMMAIRE

ACTES DE LA RÉPUBLIQUE AUTONOME DU TOGO

DECRETS, ARRETES, DECISIONS ET CIRCULAIRES

#### PREMIER MINISTÈRE

1957

- 5 avril — Décret n° 57-45 accordant une autorisation personnelle minière au Commissariat de l'Energie Atomique valable uniquement pour les minerais d'Uranium et de Thorium classés en troisième catégorie et sur toute l'étendue du Territoire . . . . . 1
- 5 avril — Décret n° 57-46 accordant une concession minière pour l'exploitation des phosphates de Chaux et d'Alumine en zone réservée à la Société Minière du Bénin . . . . . 2
- 5 avril — Décret n° 57-47 accordant une concession minière pour l'exploitation des phosphates de Chaux et d'Alumine en zone réservée à la Société Minière du Bénin . . . . . 6
- 5 avril — Décret n° 57-48 accordant une concession minière pour l'exploitation des phosphates de Chaux et d'Alumine en zone réservée à la Société Minière du Bénin . . . . . 6
- 5 avril — Décret n° 57-49 accordant une concession minière pour l'exploitation des phosphates de Chaux et d'Alumine en . . . . . 10

zone réservée à la Société Minière du Bénin . . . . .	14
5 avril — Décret n° 57-50 accordant une concession minière pour l'exploitation des phosphates de Chaux et d'Alumine en zone réservée à la Société Minière du Bénin . . . . .	17

ACTES DE LA RÉPUBLIQUE AUTONOME DU TOGO

DECRETS, ARRETES, DECISIONS ET CIRCULAIRES

*DECRET N° 57-45 du 5 avril 1957 accordant une autorisation personnelle minière au Commissariat de l'Energie Atomique valable uniquement pour les minerais d'Uranium et de Thorium classés en troisième catégorie et sur toute l'étendue du Territoire.*

Le Premier Ministre,

Vu le décret n° 56-847 du 24 août 1956 portant statut du Togo;

Vu la loi togolaise n° 56-2 du 18 septembre 1956, déterminant dans le cadre du décret du 24 août 1956 portant statut du Togo les pouvoirs du Gouvernement de la République Autonome du Togo et ceux réservés à l'Assemblée Législative;

Vu le décret du 27 février 1924 modifié par le décret du 22 juillet 1924 réglementant les autorisations personnelles en matières minières;

Vu le décret du 26 octobre 1927 réglementant la recherche et l'exploitation des gîtes de substances minérales au Togo, modifié par le décret du 26 décembre 1931 fixant la réglementation minière et les dispositions spéciales applicables aux hydrocarbures liquides dans les Colonies et Territoires sous mandat;

Vu le décret du 28 juillet 1938 portant modification au régime minier de certaines Colonies (création de zones réservées);

Vu l'arrêté n° 560/TP. du 3 octobre 1945 stipulant que le droit de recherches minières est réservé provisoirement sur toute l'étendue du Territoire du Togo, en ce qui concerne les minéraux radioactifs et toutes les substances connexes (JOT du 10 octobre 1945),

Vu le décret togolais n° 57-38 du 12 mars 1957 concernant l'exercice des compétences des membres du Gouvernement Togolais, des Services et des Agents de l'Administration en matière de réglementation minière;

Vu la demande du Commissariat à l'Energie Atomique (formulée par M. le Chef du Groupement de Recherches en Afrique — 10, Rue de Lyon à Alger) en date du 12 janvier 1957 sollicitant une autorisation personnelle pour minerais d'Uranium et de Thorium;

Vu le récépissé de versement du droit fixe n° 222 en date du 12 février 1957 d'un montant de cinq mille francs;

Vu la lettre n° 99/Mines du 21 février 1957 à M. le Chef du Groupement de Recherches en Afrique du Commissariat à l'Energie Atomique lui demandant des renseignements sur le Commissariat à l'Energie Atomique et sur ses pouvoirs;

Vu la lettre n° 1938/TP/CD. du 8 mars 1957 de M. le Chef du Groupement de Recherches en Afrique du Commissariat à l'Energie Atomique faisant réponse à la lettre n° 99/Mines et communiquant tous les renseignements nécessaires;

Vu l'avis du Directeur des Mines et de la Géologie;

Le Conseil des Ministres entendu,

#### DECRETE :

ARTICLE PREMIER. — Une autorisation personnelle :

— est accordée au Commissariat à l'Energie Atomique dont le Siège est, Rue de Varenne n° 69 — Paris (7<sup>e</sup>),

— en vue de procéder à toutes recherches (moyens terrestres et aériens) concernant les minerais d'Uranium et de Thorium (substances de la troisième catégorie) sur toute l'étendue du Territoire du Togo,

— en vue d'acquiescer éventuellement pour ces mêmes substances soumises au régime de la réserve, tous les titres miniers nécessaires à leurs recherches et éventuellement à leur exploitation.

ART. 2. — Jusqu'à nouvel ordre le domicile élu du Commissariat à l'Energie Atomique au Togo est fixé à la Direction des Mines et de la Géologie du Togo à Lomé.

ART. 3. — Cette autorisation personnelle est valable pour une période de Cinq ans à compter de la signature du présent décret.

ART. 4. — Le présent décret sera publié au *Journal officiel* de la République Autonome du Togo.

Fait à Lomé, le 5 avril 1957.

Pour le Premier Ministre, absent,

*Le Ministre d'Etat chargé de l'Intérieur des Postes et Télécommunications, chargé de l'expédition des Affaires courantes,*  
F. MAMA.

*Le Ministre de l'Agriculture;  
de l'Elevage et des Eaux et Forêts,*  
A. MEATCHI.

*Le Ministre du Commerce et de l'Industrie,*  
P. SCHNEIDER.

*Le Ministre du Travail, des Lois Sociales  
et de l'Instruction Publique;*  
L. YWASSA.

*Le Ministre d'Etat chargé de l'Intérieur des Postes  
et de Télécommunications,*  
F. MAMA.

*Le Ministre des Finances p. i.,*  
A. MEATCHI.

*Pour le Ministre des Mines, des Travaux Publics,  
des Transports, de l'Economie et du Plan absent,*  
*Le Ministre d'Etat chargé de l'expédition  
des Affaires courantes,*  
F. MAMA.

*Le Ministre de l'Information et de la Presse,*  
E. FIWOO.

*Le Ministre de la Santé Publique,*  
R. JOHNSON.

**DECRET N° 57-46 du 5 avril 1957 accordant une concession minière pour l'exploitation des phosphates de Chaux et d'Alumine en zone réservée à la Société minière du Bénin.**

**CONCESSION N° 5 — « SUD AKOUMAPÉ OUEST »**

**Le Premier Ministre,**

Vu le décret n° 56-847 du 24 août 1956 portant statut du Togo;

Vu la loi togolaise n° 56-2 du 18 septembre 1956 déterminant dans le cadre du décret du 24 août 1956, portant statut du Togo, les pouvoirs du Gouvernement de la République Autonome du Togo et ceux réservés à l'Assemblée Législative;

Vu le décret du 27 février 1924 modifié par le décret du 22 juillet 1924 réglementant les autorisations personnelles en matières minières;

Vu le décret du 26 octobre 1927 réglementant la recherche et l'exploitation des gîtes de substances minérales au Togo, modifié par le décret du 26 décembre 1931 fixant la réglementation minière et les dispositions spéciales applicables aux hydrocarbures liquides dans les Colonies et Territoires sous mandat;

Vu le décret du 28 juillet 1938 portant modification au régime minier de certaines Colonies (création de zones réservées);

Vu l'arrêté du 23 mars 1953 mettant en réserve certaines substances de la première et troisième catégorie dont les phosphates;

Vu la demande de permis général de recherches pour phosphate de chaux et d'alumine (3<sup>e</sup> catégorie) formulée par le Comptoir des Phosphates de l'Afrique du Nord le 30 mai 1953;

Vu le décret du 23 janvier 1954 promulgué au Togo par arrêté n° 11938/TP/CD. du 5 février 1954 (JOT du 1-3-54) accordant au Comptoir des Phosphates de l'Afrique du Nord un permis général de recherches minières comprenant 54 périmètres de 3 km sur 3 km de côté et en particulier le périmètre désigné n° 6 Sud Akoumapé Ouest, porté sur le registre des permis de recherches du Togo sous le n° 65, permis général accordé sous réserve des droits antérieurement acquis (article 1<sup>er</sup> du décret du 23 janvier 1954);

Vu la mutation de ce périmètre à la Société Minière du Bénin en date du 16 février 1955 (J.O.T. du 1<sup>er</sup> février 1955);

Vu la demande de concession minière formulée conformément à l'article 2 du décret du 23 janvier 1954 et à l'article 40 du décret du 26 octobre 1927, par la Société Minière du Bénin en date du 17 novembre 1955 et portant sur le périmètre n° 6 Sud Akoumapé Ouest situé dans le Cercle d'Anécho (récépissé n° 5 délivré le 17 novembre 1955 par le Chef du Service des Mines);

Vu la lettre du 21 novembre 1955 n° 641/Mines à M. le Directeur Général de la Société Minière du Bénin l'invitant à verser les droits de frais d'instruction de la concession minière (versement effectué le 28 novembre 1955 au Service des Domaines du Togo suivant récépissé n° 694 du 28 novembre 1955 et transmis par lettre n° 878/HC. du 1<sup>er</sup> décembre 1955;

Vu la lettre LOM. 208/HC. du 9 janvier 1956 du Chef de Mission de la Société Minière du Bénin transmettant au Service des Mines les plans au 1/10.000 sur papiers entoîlés;

Vu la lettre n° 4/Mines du 9 janvier 1956 du Chef du Service des Mines au Chef de Mission de la Société Minière du Bénin lui renvoyant les plans entoîlés pour indication du Nord vrai;

Vu l'enregistrement au Service des Mines des plans entoîlés (échelle 1/10.000) de la concession sous le n° 56/Mines.5 du 30 janvier 1956;

Vu la transmission de la demande de concession par le Chef du Service des Mines au Commissaire de la République, par lettre n° 695/Mines du 19 décembre 1955, aux fins d'instruction;

Vu la lettre n° 696/Mines du 19 décembre 1955 du Chef du Service des Mines au Directeur du Cabinet du Commissaire de la République relative à l'insertion au JOT. de la demande de concession minière;

Vu la note de Service n° 698/Mines en date du 19 décembre 1955 du Chef du Service des Mines relative à l'affichage de la demande de concession minière au Service des Mines à partir du 31 décembre 1955 — et la note ajoutée du Chef du Secrétariat du Service des Mines indiquant que l'opération est effectuée;

Vu la note de Service n° 699/Mines du 19 décembre 1955 du Chef du Service des Mines à son Adjoint lui préconisant de suivre la marche des opérations d'instruction de la demande;

Vu la lettre n° 1056/Mines du 21 décembre 1955 du Commissaire de la République au Commandant du Cercle d'Aného lui transmettant la demande aux fins d'instruction pour compter du 1<sup>er</sup> janvier 1956, pour affichage de la demande et enquête publique sur place;

Vu la lettre n° 2678 du 31 décembre 1955 du Commandant du Cercle d'Aného indiquant que l'affichage de la demande est effectué à partir du 31 décembre 1955;

Vu la première insertion au JOT en date du 1<sup>er</sup> janvier 1956 (pages 38 et 39) de la demande de concession minière;

Vu la deuxième insertion au JOT. en date du 16 janvier 1956 (page 100) de la demande de concession minière;

Vu la troisième insertion au JOT. en date du 1<sup>er</sup> février 1956 (page 143) de la demande de concession minière;

Vu les procès-verbaux d'enquête publique et d'affichage des demandes de concession minière en date du 22 mai 1956 de M. l'Administrateur Commandant le Cercle d'Aného;

Vu le procès-verbal d'affichage des Mines en date du 27 juin 1956 n° 392/Mines en débet le 28 juin 1956 sous le n° 1853 — F;

Vu la lettre LOM. 968/HC. du Chef de Mission de la Société Minière du Bénin que la signalisation auxiliaire prévue de la concession a été effectivement mise en place (F et J);

Vu la lettre n° 107/Mines du 1956 au Directeur de la Société Minière du Bénin que la reconnaissance de la signalisation auxiliaire sera effectuée le 17 février 1956;

Vu les ordres de Mission n° 109/Mines du 16 février 1956 du Chef du Service des Mines à son Adjoint lui indiquant dans quelles conditions effectuer les vérifications de la signalisation;

Vu les documents topographiques montrant les schémas et feuilles de calculs ayant servi pour les points F et J ainsi que la détermination des points F et J remis au Service des Mines lors de la reconnaissance de la signalisation auxiliaire et enregistrés au Service des Mines le 17 février 1956 n° 90;

Vu le procès-verbal d'enquête n° 131/Mines du 21 février 1956 relatif à la reconnaissance de la signalisation auxiliaire de la concession sollicitée le 17 novembre 1955. Procès-verbal enregistré en débet le 27 février 1956 sous le n° 672 — Folio 61;

Vu le procès-verbal n° 391 du 27 juin 1956 relatif à la vérification des feuilles de calculs fournies lors de la reconnaissance de la signalisation auxiliaire. Procès-verbal enregistré en débet le 27 juin 1956 sous le n° 1845 — Folio 30;

Vu la lettre n° 64/MTP/Mines en date du 30 janvier 1957 à M. le Directeur Général de la Société Minière du Bénin, lui demandant de rattacher la définition auxiliaire de la concession n° 5 au poteau-signal du périmètre origine;

Vu la réponse de M. le Directeur Général de la Société Minière du Bénin par lettre LOM. 301/RSG. en date du 11 février 1957 à la lettre n° 64/MTP/Mines;

Vu le procès-verbal d'enquête relatif à la concession n° 5 sollicitée par la Société Minière du Bénin le 17 novembre 1955, n° 108/Mines en date du 26 février 1957 et enregistré en débet;

Vu le procès-verbal n° 113/Mines en date du 27 février 1957 enregistré en débet, de vérification, rectification, certification des plans entoîlés au 1/10.000<sup>e</sup> remis par la Société Minière du Bénin à l'appui de sa demande de concession;

Vu l'opposition formulée par les tiers contre la délivrance des concessions demandées par la Société Minière du Bénin, devant le Tribunal de 1<sup>re</sup> Instance de Lomé le 29 mars 1956 dont notification a été faite à M. le Commissaire de la République à cette même date par exploit d'huissier;

Vu le jugement n° 61 du 27 avril 1956 du Tribunal de 1<sup>re</sup> Instance de Lomé;

Vu l'acte d'appel des tiers opposants en date du 16 mai 1956 devant la Cour d'Appel d'Abidjan, notifié à M. le Commissaire de la République le même jour par exploit d'huissier;

Vu la requête d'intervention du Territoire du Togo en date du 6 juin 1956 auprès de la Cour d'Appel d'Abidjan;

Vu l'arrêt n° 198 de la Cour d'Appel d'Abidjan en date du 14 décembre 1956 confirmant le jugement n° 61 du 27 avril 1956 du Tribunal de 1<sup>re</sup> Instance de Lomé, signifié au Gouvernement Togolais le 11 février 1957 par huissier et enregistré au Cabinet du Premier Ministre le 13 février 1957 sous le n° 1478, transmis à la Direction des Mines et de la Géologie par lettre n° 110/MTP/M. du 19 février 1957 du Ministère des Mines, Travaux Publics, Transports, de l'Economie et du Plan et enregistré à la Direction des Mines et de la Géologie sous le n° 117/Mines du 19 février 1957;

Vu le décret togolais n° 57-38 du 12 mars 1957 concernant l'exercice des compétences des membres du Gouvernement Togolais, des Services et des Agents de l'Administration en matière de réglementation minière;

Vu l'avis du Directeur du Service des Mines et de la Géologie. Le conseil des ministres entendu,

## DECRETE :

### ARTICLE PREMIER.

*Du droit de la Société Minière du Bénin à obtenir une concession minière pour exploiter le phosphate de chaux et d'alumine.*

La Société Minière du Bénin, Société Anonyme au Capital de Cent Millions de francs CFA, ayant son Siège Social à Lomé (République Autonome du Togo):

— titulaire de l'autorisation personnelle n° 91-55/ Mines du 21 janvier 1955

— titulaire du périmètre de recherches Sud-Akoumapé Ouest pour phosphate de chaux et d'alumine accordé sous réserve des droits antérieurement acquis, au Comptoir des Phosphates de l'Afrique du Nord

par décret du 23 janvier 1954, promulgué au *Journal officiel* du Togo du 1<sup>er</sup> mars 1954, porté sur le registre des permis de recherches du Service des Mines sous le n° 65, situé dans la région d'Akoumapé (Cercle d'Anécho) et qui a été muté à la Société Minière du Bénin le 16 février 1955,

— suite aux travaux de recherches entrepris sur le périmètre et à la mise en évidence d'un gisement de phosphate de chaux et d'alumine exploitable s'étendant en partie sur ce périmètre,

— suite à sa demande en date du 17 novembre 1955,

a droit à l'obtention d'une concession minière pour exploiter les phosphates de chaux et d'alumine, dérivant du périmètre Sud-Akoumapé-Ouest et qui portera le nom de concession n° 5 « Sud-Akoumapé-Ouest ».

## ARTICLE 2

### *Institution de la Concession N° 5*

#### *« Sud-Akoumapé-Ouest »*

La concession n° 5 « Sud-Akoumapé-Ouest » est instituée par le présent décret en zone réservée conformément à l'article 45 du décret minier du 26 octobre 1927 et compte tenu du décret du 28 juillet 1938.

L'institution de cette concession est soumise en outre à l'accomplissement des formalités prévues par les articles 48 et 56 du décret minier du 26 octobre 1927.

## ARTICLE 3

### *Définition — Caractéristiques — Limites de la Concession N° 5*

#### *« Sud-Akoumapé-Ouest » Plan Annexe au 1/10.000<sup>e</sup>*

La concession n° 5 « Sud-Akoumapé-Ouest » est définie ainsi qu'il suit :

*Situation administrative.* — La concession n° 5 est située au Sud des villages Haholoé et Tchelliné et au Sud-Ouest d'Akoumapé.

*Périmètre de recherches origine.* — La concession n° 5 Sud-Akoumapé-Ouest dérive du périmètre n° 6 Sud-Akoumapé-Ouest accordé sous réserve des droits antérieurement acquis au Comptoir des Phosphates de l'Afrique du Nord par décret du 23 janvier 1954 (*Journal officiel* du Togo du 1<sup>er</sup> mars 1954) muté à la Société Minière du Bénin le 16 février 1955 et qui est porté sous le n° 65 sur le registre des permis de recherches du Service des Mines.

*Périmètre dont le poteau-signal (coin Nord-Est) indiqué par la lettre « R » sur le plan joint au 1/10.000<sup>e</sup> a été implanté le 30 janvier 1953 et porte les inscriptions suivantes (C.P.A.N. 30 janvier 1953 — S.M.B. 16 février 1955 Permis Phosphate 3<sup>e</sup> catégorie).*

*Position, forme et limites* — La concession n° 5 a la forme d'un rectangle compris dans le périmètre de recherches origine dont les côtés sont orientés Nord-Sud et Est-Ouest vrai.

*Côtés de la concession n° 5* — La limite Est de la concession n° 5 coïncide avec la limite Est du Permis de recherches origine, passant elle-même par le poteau-signal « R ».

La limite Sud de la concession n° 5 coïncide avec la limite Sud du permis de recherches origine et est située à trois mille mètres au Sud du poteau-signal « R ».

La limite Ouest de la concession n° 5 coïncide avec la limite Ouest du permis de recherches origine et est située à trois mille mètres du poteau-signal « R ».

La limite Nord de la concession n° 5 est située à trois mille mètres au Sud du signal « F » posé le 26 décembre 1955 par la Société Minière du Bénin; signal situé lui-même à trois mille mètres à l'Ouest vrai du poteau-signal G des permis d'Akoumapé (A, B, C, D) dont cette Société est également titulaire et qui est placé au carrefour du marché d'Akoumapé (point remarquable de la région et facile à trouver), ce qui en fait une concession limitrophe avec les concessions n° 1 « Hahotoe C » et n° 2 « Akoumapé C » attribuées à la Société Minière du Bénin.

D'autre part la limite Nord de la concession n° 5 est située à quatre cent soixante mètres au Sud du poteau-signal « R ».

*Coin de la concession n° 5* — Le coin Nord-Est de la concession n° 5 est situé à quatre cent soixante mètres au Sud vrai du poteau-signal origine « R ». Il est indiqué par la lettre K sur le plan au 1/10.000<sup>e</sup> joint.

Le coin Nord-Ouest de la concession n° 5 est situé à trois mille mètres à l'Ouest vrai du point K précédemment défini. Il est indiqué par la lettre I sur le plan au 1/10.000<sup>e</sup> joint.

La Société Minière du Bénin a implanté le 27 janvier 1956 le poteau-signal J à trois mille mètres au Sud du point F, précédemment défini et se trouve ainsi situé sur la limite Nord de la concession à six cent dix mètres à l'Ouest du point K et à deux mille trois cent quatre vingt dix mètres à l'Est du point I.

Le coin Sud-Est de la concession n° 5 est à trois mille mètres au Sud vrai du poteau-signal origine « R ». Il est indiqué par la lettre N sur le plan au 1/10.000<sup>e</sup> joint.

Le coin Sud-Ouest de la concession n° 5 est situé à trois mille mètres au Sud vrai du point N précédemment défini et est indiqué par la lettre M sur le plan au 1/10.000<sup>e</sup> joint.

La position de la concession n° 5 « Sud-Akoumapé-Ouest » par rapport aux points remarquables de la région, par rapport aux autres concessions instituées en faveur de la Société Minière du Bénin, ainsi que les limites de cette concession, sont représentées à l'échelle de 1/10.000<sup>e</sup> sur le plan joint au présent décret. Il est question à l'article 7 ci-après.

La concession n° 5 a une surface réputée égale à sept cent soixante hectares.

## ARTICLE 4

*Substances — Droit d'exploitation*

La concession n° 5 « Sud-Akoumapé-Ouest » confère à la Société Minière du Bénin le droit exclusif d'exploiter uniquement les phosphates de chaux et d'alumine :

— dans les limites du périmètre défini à l'article précédent,

— indéfiniment en profondeur dans les limites de ce même périmètre,

— suivant les règles de l'art adaptées au type de gisement de phosphate de la concession et avec la préoccupation de rendre autant que possible les terrains de nouveau propres à leur usage antérieur dans un délai convenable.

## ARTICLE 5

*Durée de la concession*

La concession n° 5 « Sud-Akoumapé-Ouest » est accordée à la Société Minière du Bénin pour une durée de cinquante ans à compter du jour de la publication du présent décret au *Journal officiel* de la République Autonome du Togo.

## ARTICLE 6

*Cession*

La concession n° 5 instituée en zone réservée ne pourra faire l'objet d'une cession qu'après autorisation du Gouvernement Togolais.

## ARTICLE 7

*Bornage et plans annexes au 1/10.000 ème*

Dans un délai de six mois à compter de la publication du présent décret au *Journal officiel* de la République Autonome du Togo, la Société Minière du Bénin devra procéder aux opérations suivantes concernant le bornage de la concession n° 5 conformément à l'article 48 du décret minier du 26 octobre 1927.

**Bornes** — Les quatre coins de la concession n° 5 devront être matérialisés (si ce n'est déjà fait) par des bornes ou poteaux-sigaux ayant un socle en béton bien encastré dans le sol et de dimensions apparentes minimum (80 cm sur 80 cm sur 80 cm) et un signal indicatif portant sur sa tôle la lettre correspondante (tôle perforée).

Sur chaque côté des bornes auxiliaires en béton seront placées tous les mille mètres soit au total huit bornes auxiliaires.

**Plans au 1/10.000 ème** — Les deux plans entoilés à l'échelle du 1/10.000 ème joints à la demande de concession enregistrés (après rectification) au Service des Mines sous le n° 56/Mines/V le 30 janvier 1956,

— reconnus identiques entre eux,

— vérifiés, rectifiés, certifiés par le Service des Mines à la date du 27 février 1957, sont numérotés Plan n° 1 et Plan n° 2.

Le Plan n° 1 restera annexé au présent décret et sera conservé au Service des Mines.

Le Plan n° 2 sera remis à la Société Minière du Bénin en même temps qu'un exemplaire du présent décret.

Après l'opération de bornage qui sera exécutée conformément au présent article la Société Minière du Bénin présentera son plan n° 2 au Service des Mines afin que les mentions de bornage y soient transcrites.

## ARTICLE 8

*Annulation du périmètre de recherches origine*

Le permis de recherches n° 6 « Sud-Akoumapé-Ouest » (décret du 23 janvier 1954) porté sur le registre des permis de recherches du Service des Mines sous le n° 65 se trouvera annulé de plein droit à compter du jour où la concession n° 5 sera rendue définitive après l'accomplissement des formalités prévues aux articles 48 et 56 du décret minier du 26 octobre 1927.

## ARTICLE 9

*Inscription de la concession n° 5 Sud-Akoumapé-Ouest au registre spécial des concessions du Service des Mines*

Conformément à l'article 11 du décret minier du 26 octobre 1927 l'institution de la présente concession sera inscrite sous le n° 5 au registre spécial des concessions minières du Service des Mines du Togo, avec la mention : accordée en zone réservée.

## ARTICLE 10

*Inscription au bureau de la conservation foncière du Togo*

La présente concession doit être inscrite au bureau de la Conservation foncière du Togo à la diligence de la Société Minière du Bénin et conformément aux prescriptions des articles 11 et 12 du décret minier du 26 octobre 1927.

## ARTICLE 11

*Election de domicile*

La Société Minière du Bénin a fait élection de domicile à Lomé (Tokoin)

Elle doit y avoir un bureau et faire choix, si besoin, d'un agent qui loge dans le bâtiment affecté au dit bureau. Cet agent devra avoir qualité pour recevoir au nom de la Société Minière du Bénin toutes notifications administratives.

Dans le cas où elle voudrait transférer ce domicile en un autre lieu du Togo, elle sera tenue d'en faire la déclaration au Ministre chargé des Mines et au Service des Mines.

## ARTICLE 12

La concession n° 5 « Sud-Akoumapé-Ouest » est et restera soumise à toutes les dispositions et prescriptions des décrets miniers des 26 octobre 1927 et 28 juillet 1938 (en tout ce qui n'est pas contraire au Statut du Togo) et des décrets, arrêtés, règlements ou conventions pris ou qui pourraient être pris ultérieurement pour leur application.

## ARTICLE 13

Le présent décret sera publié au *Journal officiel* de la République Autonome du Togo.

Fait à Lomé, le 5 avril 1957.

Pour le Premier Ministre absent,

*Le Ministre d'Etat chargé de l'Intérieur et des Postes et Télécommunications chargé de l'expédition des Affaires courantes,*

F. MAMA.

*Le Ministre d'Etat chargé de l'Intérieur et des Télécommunications,*

F. MAMA.

Pour le Ministre des Mines, des Travaux Publics, des Transports, de l'Economie et du Plan absent,

*Le Ministre d'Etat chargé de l'expédition des Affaires courantes,*

F. MAMA.

*Le Ministre du Commerce et de l'Industrie,*

P. SCHNEIDER.

*Le Ministre de la Santé Publique,*

R. JOHNSON.

*Le Ministre des Finances p. i.,*

A. MEATCHI.

*Le Ministre de l'Agriculture, de l'Elevage et des Eaux et Forêts,*

A. MEATCHI.

*Le Ministre du Travail, des Lois Sociales et de l'Instruction Publique,*

L. YWASSA.

*Le Ministre de l'Information et de la Presse,*

E. FIAWOO.

**DECRET No 57-47 du 5 avril 1957 accordant une concession minière pour l'exploitation des phosphates de chaux et d'alumine en zone réservée à la Société Minière du Bénin.**

## CONCESSION No 4 « AKOUMAPÉ D »

**Le Premier Ministre,**

Vu le décret n° 56-847 du 24 août 1956 portant statut du Togo;

Vu la loi togolaise n° 56-2 du 18 septembre 1956 déterminant dans le cadre du décret du 24 août 1956, portant statut du Togo, les pouvoirs du Gouvernement de la République Autonome du Togo et ceux réservés à l'Assemblée Législative;

Vu le décret du 27 février 1924 modifié par le décret du 22 juillet 1924 réglementant les autorisations personnelles en matières minières;

Vu le décret du 26 octobre 1927 réglementant la recherche et l'exploitation des gîtes de substances minérales au Togo, modifié par le décret du 26 décembre 1931 fixant la réglementation minière et les dispositions spéciales applicables aux hydrocarbures liquides dans les Colonies et Territoires sous mandat;

Vu le décret du 23 juillet 1938 portant modification au régime minier de certaines Colonies (création de zones réservées);

Vu l'arrêté du 23 mars 1953 mettant en réserve certaines substances de la première et troisième catégorie dont les phosphates;

Vu la demande de permis général de recherches pour phosphate de chaux et d'alumine (3<sup>e</sup> catégorie) formulée par le Comptoir des Phosphates de l'Afrique du Nord en date du 31 mars 1953;

Vu le décret du 29 juillet 1953 promulgué au Togo par arrêté n° 584-53/C. du 12 août 1953 (JOT du 1-9-53) accordant au Comptoir des Phosphates de l'Afrique du Nord un permis général de recherches minières comprenant 12 périmètres de 3 km sur 3 km de côté et en particulier le périmètre désigné sous le n° 4 Akoumapé D porté sur le registre des permis de recherches du Togo sous le n° 51, permis accordé sous réserve des droits antérieurement acquis (article 1<sup>er</sup> du décret du 29 juillet 1953);

Vu la mutation de ce périmètre à la Société Minière du Bénin en date du 16 février 1955 (JOT du 1-2-55);

Vu les permis de recherches minières n° 39 et 40 délivrés le 6 juin 1953 (JOT du 1-11-53 page 764), renouvelés le 5 juin 1956, reportés sur le registre des permis de recherches du Service des Mines sous les nouveaux n° 46 et 47, accordés sous réserve de l'exactitude des déclarations et renseignements fournis par le titulaire, sous réserve des permis ou concession antérieurement enregistrés ou accordés, des droits des tiers...;

Vu la demande de concession minière formulée conformément à l'article 2 du décret du 29 juillet 1953 et à l'article 40 du décret du 26 octobre 1927 par la Société Minière du Bénin en date du 17 novembre 1955 et portant sur le périmètre n° 51 — n° 4 Akoumapé D situé dans le Cercle d'Aného (Récépissé n° 4 délivré le 17 novembre 1955 par le Chef du Service des Mines);

Vu la lettre du 21 novembre 1955 n° 641/Mines à M. le Directeur Général de la Société Minière du Bénin l'invitant à verser les droits de frais d'instruction de la concession minière (versement effectué le 28 novembre 1955 au Service des Domaines du Togo suivant récépissé n° 693 du 28 novembre 1955 et transmis par lettre n° 878/H.C. du 1<sup>er</sup> décembre 1955;

Vu la lettre LOM 208/H.C. du 9 janvier 1956 du Chef de Mission de la Société Minière du Bénin transmettant au Service des Mines les plans au 1/10.000 sur papiers entoilés;

Vu la lettre n° 4/Mines du 9 janvier 1956 du Chef du Service des Mines au Chef de Mission de la Société Minière du Bénin lui renvoyant les plans entoilés pour indication du Nord vrai;

Vu l'enregistrement au Service des Mines des plans entoilés (échelle 1/10.000) de la concession sous le n° 56/Mines/4 du 30 janvier 1956;

Vu la transmission de la demande de concession par le Chef du Service des Mines au Commissaire de la République, par lettre n° 695/Mines du 19 décembre 1955, aux fins d'instruction;

Vu la lettre n° 696/Mines du 19 décembre 1955 du Chef du Service des Mines au Directeur du Cabinet du Commissaire de la République relative à l'insertion au JOT. de la demande de concession;

Vu la note de Service n° 698/Mines en date du 19 décembre 1955 du Chef du Service des Mines relative à l'affichage de la demande de concession minière au Service des Mines à partir du 31 décembre 1955 et la note ajoutée du Chef du Secrétariat du Service des Mines indiquant que l'opération est effectuée;

Vu la lettre n° 1056/Mines du 21 décembre 1955 du Commissaire de la République au Commandant du Cercle d'Aného lui transmettant la demande aux fins d'instruction pour compter du 1<sup>er</sup> janvier 1956, pour affichage de la demande et enquête publique sur place;

Vu la lettre n° 2678 du 31 décembre 1955 du Commandant du Cercle d'Aného indiquant que l'affichage de la demande est effectué à partir du 31 décembre 1955;

Vu la première insertion au JOT. en date du 1<sup>er</sup> janvier 1956 (page 38) de la demande de concession minière;

Vu la deuxième insertion au JOT. en date du 16 janvier 1956 (page 99) de la demande de concession minière;

Vu la troisième insertion au JOT. en date du 1<sup>er</sup> février 1956 (page 142) de la demande de concession minière;



Vu les procès-verbaux d'enquête publique et d'affichage des demandes de concession minière en date du 22 mai 1956 de M. l'Administrateur Commandant le Cercle d'Anécho;

Vu le procès-verbal d'affichage au Service des Mines en date du 27 juin 1956 n° 392/Mines enregistré en débet le 28 juin 1956 sous le n° 1853 — Folio 31;

Vu la lettre LOM 968/HIC. du 30 décembre 1955 du Chef de Mission de la Société Minière du Bénin indiquant que la signalisation auxiliaire prévue dans la demande de concession a été effectivement mise en place sur le terrain (F et J);

Vu la lettre n° 107/Mines du 15 février 1956 au Directeur de la Société Minière du Bénin lui précisant que la reconnaissance de la signalisation auxiliaire de la concession sera effectuée le 17 février 1956;

Vu les ordres de Mission n° 108 et 109/Mines du 16 février 1956 du Chef du Service des Mines à son Adjoint lui indiquant dans quelles conditions doivent s'effectuer les vérifications de la signalisation auxiliaire;

Vu les documents topographiques concernant les schémas et feuilles de calculs ayant servi à déterminer les points F et J ainsi que la détermination du Nord vrai, remis au Service des Mines lors de la reconnaissance de la signalisation auxiliaire et enregistrés au Service des Mines le 20 février 1956 n° 90;

Vu le procès-verbal d'enquête n° 131/Mines du 21 février 1956 relatif à la reconnaissance de la signalisation auxiliaire de la concession sollicitée le 17 novembre 1955. Procès-verbal enregistré en débet le 27 février 1956 sous le n° 672 — Folio 61;

Vu le procès-verbal n° 391 du 27 juin 1956 relatif à la vérification des feuilles de calculs fournies lors de la reconnaissance de la signalisation auxiliaire. Procès-verbal enregistré en débet le 27 juin 1956 sous le n° 1845 — Folio 30;

Vu le procès-verbal n° 112/Mines du 27 février 1957 enregistré en débet de vérification, rectification, certification des plans entoilés au 1/10.000° remis par la Société Minière du Bénin à l'appui de sa demande de concession;

Vu l'opposition formulée par les tiers contre la délivrance des concessions demandées par la Société Minière du Bénin, devant le Tribunal de 1<sup>re</sup> Instance de Lomé le 29 mars 1956 dont notification a été faite à M. le Commissaire de la République à cette même date par exploit d'huissier;

Vu le jugement n° 61 du 27 avril 1956 du Tribunal de 1<sup>re</sup> Instance de Lomé;

Vu l'acte d'appel des tiers opposants en date du 16 mai 1956 devant la Cour d'Appel d'Abidjan, notifié à M. le Commissaire de la République le même jour par exploit d'huissier;

Vu la requête d'intervention du Territoire du Togo en date du 6 juin 1956 auprès de la Cour d'Appel d'Abidjan;

Vu l'arrêt n° 198 de la Cour d'Appel d'Abidjan en date du 14 décembre 1956 confirmant le jugement n° 61 du 27 avril 1956 du Tribunal de 1<sup>re</sup> Instance de Lomé, signifié au Gouvernement Togolais le 11 février 1957 par huissier et enregistré au Cabinet du Premier Ministre le 13 février 1957 sous le n° 1478, transmis à la Direction des Mines et de la Géologie par lettre n° 110/MTP/M. du 19 février 1957 du Ministère des Mines, Travaux Publics, Transports, de l'Economie et du Plan et enregistré à la Direction des Mines et de la Géologie sous le n° 117/Mines du 19 février 1957;

Vu le décret togolais n° 57-33 du 12 mars 1957 concernant l'exercice des compétences des membres du Gouvernement Togolais, des Services et des Agents de l'Administration en matière de réglementation minière;

Vu l'avis du Directeur du Service des Mines et de la Géologie;  
Le conseil des ministres entendu;

## DECRETE :

### ARTICLE PREMIER

*Du Droit de la Société Minière du Bénin  
à obtenir une Concession Minière pour exploiter  
les Phosphates de Chaux et d'Alumine*

La Société Minière du Bénin, Société Anonyme, au Capital de Cent millions de francs CFA, ayant son Siège Social à Lomé (République Autonome du Togo) :

— titulaire de l'autorisation personnelle n° 91-55/Mines du 21 janvier 1955,

— titulaire du périmètre de recherches n° 4 Akoumapé D pour phosphates de chaux et d'alumine accordé sous réserve des droits antérieurement acquis par décret du 29 juillet 1953, promulgué au *Journal officiel* du Togo du 1 septembre 1953, au Comptoir des Phosphates de l'Afrique du Nord, porté sur le registre des permis de recherches du Service des Mines sous le n° 51, situé dans la région d'Akoumapé (Cercle d'Anécho) et qui a été muté à la Société Minière du Bénin le 16 février 1955,

— suite aux travaux de recherches entrepris sur le périmètre et à la mise en évidence d'un gisement de phosphate de chaux et d'alumine exploitable, s'étendant en partie sur ce périmètre,

— suite à sa demande en date du 17 novembre 1955;

a droit à l'obtention d'une concession minière pour exploiter les phosphates de chaux et d'alumine dérivant du périmètre n° 4 « Akoumapé D » et qui portera le nom de concession n° 4 « Akoumapé D ».

### ARTICLE 2

*Institution de la Concession N° 4 « Akoumapé D »*

La concession n° 4 Akoumapé D est instituée par le présent décret en zone réservée, conformément à l'article 45 du décret minier du 26 octobre 1927 et compte tenu du décret du 28 juillet 1938.

L'institution de cette concession est soumise en outre à l'accomplissement des formalités prévues par les articles 48 et 56 du décret minier du 26 octobre 1927.

### ARTICLE 3

*Définition — Caractéristiques — Limites  
de la Concession N° 4 « Akoumapé D »*

*Plan Annexe au 1/10.000°*

La concession n° 4 Akoumapé D est définie ainsi qu'il suit :

*Situation administrative* — La concession n° 4 est située dans la région de Kletti-Akoumapé (Cercle d'Anécho).

*Périmètre de recherches origine* — La concession n° 4 Akoumapé D dérive du périmètre n° 4 Akoumapé D accordé au Comptoir des Phosphates de l'Afrique du Nord par décret du 29 juillet 1953 (*Journal officiel* du Togo du 1<sup>er</sup> septembre 1953) sous réserve des droits antérieurement acquis, périmètre porté sous le n° 51 sur le registre des permis de recherches du Ser-

vice des Mines et muté à la Société Minière du Bénin le 16 février 1955.

Périmètre dont le poteau-signal (coin Sud-Est) indiqué par la lettre G sur le plan au 1/10.000<sup>ème</sup> joint a été implanté au carrefour du marché d'Akoumapé le 27 mars 1953 et portant les inscriptions suivantes (C.P.A.N. 27 mars 1953 — S.M.B. 16 février 1955 P.G.R. 3<sup>e</sup> catégorie).

*Position, forme et limites* — La concession n° 4 forme un rectangle compris dans le périmètre de recherches origine dont les côtés sont orientés Nord-Sud et Est-Ouest vrais.

*Côtés de la concession n° 4* — La limite Est de la concession n° 4 coïncide avec la limite Est du permis de recherche origine, passant elle-même par le poteau-signal G d'Akoumapé.

La limite Sud de la concession n° 4 coïncide avec la limite Sud du permis de recherches origine, passant elle-même par le poteau-signal G d'Akoumapé.

La limite Ouest de la concession n° 4 coïncide avec la limite Ouest du permis de recherches origine, passant elle-même par le poteau-signal indiqué par la lettre F sur le plan au 1/10.000<sup>ème</sup> joint — poteau-signal situé lui-même à trois mille mètres à l'Ouest vrai du poteau-signal G d'Akoumapé.

Toutefois, en exécution du jugement n° 61 du 27 avril 1956 du Tribunal de 1<sup>re</sup> Instance de Lomé confirmé par l'arrêt n° 198 en date du 14 décembre 1956 de la Cour d'Appel d'Abidjan, la limite Nord de la concession n° 4 se confond au plus avec la ligne Est-Ouest vrai formant la limite Sud des permis de recherches (accordés le 6 juin 1953 par décisions du Chef du Service des Travaux Publics et des Mines du Togo (permis accordés sous réserve de l'exactitude des déclarations et renseignements fournis par le titulaire, sous réserve des permis ou concessions antérieurement enregistrés ou accordés, des droits des tiers) publiés au *Journal officiel* du Togo du 1<sup>er</sup> novembre 1953 et portés sur le registre des permis de recherches du Service des Mines sous les nouveaux n°s 46 et 47.

*Coin de la concession n° 4* — Le coin Sud-Est de la concession n° 4 se confond avec le poteau-signal du permis de recherches origine placé au carrefour du marché d'Akoumapé le 27 mars 1953. Il est indiqué par la lettre G sur le plan au 1/10.000<sup>ème</sup> joint.

Le coin Sud-Ouest de la concession n° 4, indiqué par la lettre F sur le plan au 1/10.000<sup>ème</sup> joint est situé à trois mille mètres à l'Ouest vrai du poteau-signal G d'Akoumapé.

Le coin Nord-Est de la concession n° 4 se trouve à l'intersection, de la limite Est bien définie précédemment de cette concession avec la ligne Est-Ouest vrai formant la limite commune Sud des deux permis de recherches accordés le 6 juin 1953 par décisions du Chef du Service des Travaux Publics et des Mines du Togo (accordés sous réserve de l'exactitude des déclarations et renseignements fournis par le titulaire,

sous réserve des permis ou concessions antérieurement enregistrés ou accordés, des droits des tiers), publiés au *Journal officiel* du Togo du 1<sup>er</sup> novembre 1953 et portés sur le registre des permis de recherches du Service des Mines sous les n°s 46 et 47.

Le coin Nord-Ouest de la concession n° 4 se trouve à l'intersection de la limite Ouest bien définie précédemment de cette concession avec la ligne Est-Ouest vrai formant la limite commune Sud des deux permis de recherches accordés le 6 juin 1953 par décisions du Chef du Service des Travaux Publics et des Mines du Togo (accordés sous réserve de l'exactitude des déclarations et renseignements fournis par le titulaire, sous réserve des permis ou concessions antérieurement enregistrés ou accordés, des droits des tiers), publiés au *Journal officiel* du Togo du 1<sup>er</sup> novembre 1953 et portés sur le registre des permis de recherches du Service des Mines sous les n°s 46 et 47.

#### *Limite Nord et coins Nord-Est et Nord-Ouest de la concession n° 4*

Ces deux derniers points devront être matérialisés sur le terrain au moment de l'opération de bornage, qui dans ce cas sera complétée par une opération de délimitation faite contradictoirement avec le titulaire des permis de recherches accordés le 6 juin 1953 (JOT du 1<sup>er</sup> novembre 1953) ainsi qu'il est prévu à l'article 7 du présent décret.

Sur le terrain cette ligne commune orientée Est-Ouest vrai passe obligatoirement par le poteau-signal définissant les deux permis de recherches accordés le 6 juin 1953 (*Journal officiel* du Togo du 1<sup>er</sup> novembre 1953, page 764) situé sur le côté gauche de la route d'Akoumapé-Animabio et dont la position sur le terrain est bien fixée.

Sur les plans joints au présent acte de concession et qui ont été produits par la Société Minière du Bénin à l'appui de sa demande de concession, le Service des Mines a reporté à titre provisoire les indications suivantes émanant d'opérations topographiques faites par la Société Minière du Bénin, soit :

- 1<sup>o</sup>) le poteau-signal définissant les deux permis de recherches accordés le 6 juin 1953 (*Journal officiel* du Togo du 1<sup>er</sup> novembre 1953) situé sur la route Akoumapé-Animabio et désigné par PN3;
- 2<sup>o</sup>) la ligne Est-Ouest passant par le point PN3;
- 3<sup>o</sup>) les points T et Q intersection de la ligne précédente avec les côtés Est et Ouest de la concession n° 4.

Ces indications feront l'objet de modifications éventuelles après les opérations de bornage et de délimitation contradictoires, prévues à l'article 7 du présent décret.

La position de la concession n° 4 « Akoumapé D » par rapport aux points remarquables de la région, par rapport aux autres concessions instituées en faveur de la Société Minière du Bénin, ainsi que les limites et coins de cette concession (provisoire pour la limite Nord) sont représentés à l'échelle du 1/10.000<sup>e</sup> sur le plan joint au présent décret et dont il est question à l'article 7 ci-après.



La concession n° 4 a une surface réputée égale à sept cent quatre vingt douze hectares jusqu'à nouvel ordre.

#### ARTICLE 4

##### *Substances — Droit d'Exploitation*

La concession n° 4 « Akoumapé D » confère à la Société Minière du Bénin le droit exclusif d'exploiter uniquement les phosphates de chaux et d'alumine :

— dans les limites du périmètre défini à l'article précédent;

— indéfiniment en profondeur dans les limites de ce même périmètre,

— suivant les règles de l'art adaptées au type de gisement de phosphate de la concession et avec la préoccupation de rendre autant que possible les terrains de nouveau propres à leur usage antérieur dans un délai convenable.

#### ARTICLE 5

##### *Durée de la Concession*

La concession n° 4 « Akoumapé D » est accordée à la Société Minière du Bénin pour une durée de cinquante ans à compter du jour de la publication du présent décret au *Journal officiel* de la République Autonome du Togo.

#### ARTICLE 6

##### *Cession*

La concession n° 4 instituée en zone réservée ne pourra faire l'objet d'une cession qu'après autorisation du Gouvernement Togolais.

#### ARTICLE 7

##### *Bornage et plans annexés au 1/10.000ème*

Dans un délai de six mois à compter de la publication du présent décret au *Journal officiel* de la République Autonome du Togo, la Société Minière du Bénin devra procéder aux opérations suivantes concernant le bornage de la concession n° 4, conformément à l'article 48 du décret minier du 26 octobre 1927 :

1°) *Limite Nord de la concession n° 4* — Compte tenu du jugement n° 61 du 27 avril 1956 du Tribunal de 1<sup>re</sup> Instance de Lomé confirmé par l'arrêt n° 198 en date du 14 décembre 1956 de la Cour d'Appel d'Abidjan, la Société Minière du Bénin procédera à la détermination de la limite Nord de la concession n° 4 contradictoirement avec le titulaire des permis de recherches accordés le 6 juin 1953 par le Chef du Service des Travaux Publics et des Mines du Togo (*Journal officiel* du Togo du 1<sup>er</sup> novembre 1953).

Cette délimitation contradictoire comprendra :

— le relevé du point PN3 définissant les deux permis de recherches accordés le 6 juin 1953, par rapport au poteau-signal G des permis de recherches Akoumapé situé au carrefour du marché d'Akoumapé, de façon à pouvoir en reporter la position sur les plans joints aux 1/10.000ème,

— la détermination sur le terrain de la ligne Est-Ouest passant par le point PN3,

— l'implantation de deux bornes principales aux coins Nord-Est et Nord-Ouest de la concession n° 4, situés sur cette ligne de démarcation et désignés par les lettres T et Q;

— l'implantation de trois bornettes auxiliaires placées tous les mille mètres entre les deux bornes extrêmes.

Ces opérations seront portées à la connaissance du Service des Mines, ainsi que les résultats des calculs et les relevés au 1/10.000ème signés par les deux parties.

2°) *Bornes* — Les autres coins de la concession devront être matérialisés (si ce n'est déjà fait) par des bornes ou poteaux-sigaux ayant un socle en béton bien encastré dans le sol et de dimensions apparentes minimum (80 cm sur 80 cm sur 80 cm) et un signal indicatif portant sur sa tôle la lettre correspondante du plan (tôle perforée).

Sur chacune des autres limites Est-Sud et Ouest des bornes auxiliaires seront placées tous les mille mètres soit au total six bornes auxiliaires.

*Plans au 1/10.000ème* — Les deux plans entoilés à l'échelle du 1/10.000ème joints à la demande de concession, enregistrés (après rectification) au Service des Mines sous le n° 56/Mines/IV le 30 janvier 1956;

— reconnus identiques entre eux,

— vérifiés, rectifiés et certifiés par le Service des Mines à la date du 27 février 1957,

— annotés provisoirement en ce qui concerne la limite Nord de la concession n° 4 (PN3, T et Q); sont numérotés Plan n° 1 et Plan n° 2.

Le Plan n° 1 restera annexé au présent décret et sera conservé au Service des Mines.

Le Plan n° 2 sera remis à la Société Minière du Bénin en même temps qu'un exemplaire du présent décret.

Après les opérations de bornage (dont certaines faites contradictoirement) qui seront exécutées conformément au présent article, la Société Minière du Bénin présentera son Plan n° 2 au Service des Mines qui en possession du résultat du bornage contradictoire y reportera les mentions de bornage définitif.

#### ARTICLE 8

##### *Annulation du périmètre de recherches origine*

Le permis de recherches n° 4 Akoumapé D (décret du 29 juillet 1953) porté sur le registre des permis de recherches du Service des Mines sous le n° 51; se trouvera annulé de plein droit à compter du jour où la concession n° 4 sera rendue définitive après l'accomplissement des formalités prévues aux articles 48 et 56 du décret minier du 26 octobre 1927.

#### ARTICLE 9

##### *Inscription de la concession n° 4 Akoumapé D au registre spécial des concessions du Service des Mines du Togo*

Conformément à l'article 11 du décret minier du 26 octobre 1927, l'institution de la présente concession sera inscrite sous le n° 4 au registre spécial des

concessions minières du Service des Mines du Togo, avec la mention — accordée en zone réservée.

#### ARTICLE 10

##### *Inscription au bureau de la conservation foncière du Togo*

La présente concession doit être inscrite au bureau de la Conservation foncière du Togo à la diligence de la Société Minière du Bénin et conformément aux prescriptions des articles 11 et 12 du décret minier du 26 octobre 1927.

#### ARTICLE 11

##### *Election de domicile*

La Société Minière du Bénin a fait élection de domicile à Lomé (Tokoin).

Elle doit y avoir un bureau et faire choix, si besoin, d'un agent qui loge dans le bâtiment affecté au dit bureau. Cet agent doit avoir qualité pour recevoir au nom de la Société Minière du Bénin toutes notifications administratives.

Dans le cas où elle voudrait transférer ce domicile en un autre lieu du Togo, elle sera tenue d'en faire la déclaration au Ministre chargé des Mines et au Service des Mines.

#### ARTICLE 12

La concession n° 4 Akoumapé D est et restera soumise à toutes les dispositions et prescriptions des décrets miniers des 26 octobre 1927 et 28 juillet 1938 (en tout ce qui n'est pas contraire au statut du Togo) et des décrets, arrêtés, règlements, ou conventions pris ou qui pourraient être pris ultérieurement pour leur application.

#### ARTICLE 13

Le présent décret sera publié au *Journal officiel* de la République Autonome du Togo.

Fait à Lomé, le 5 avril 1957.

Pour le Premier Ministre absent;

*Le Ministre d'Etat chargé de l'Intérieur et des Postes et Télécommunications chargé de l'expédition des Affaires courantes;*

F. MAMA.

*Le Ministre d'Etat chargé de l'Intérieur et des Télécommunications;*

F. MAMA.

Pour le Ministre des Mines, des Travaux Publics, des Transports, de l'Economie et du Plan absent;

*Le Ministre d'Etat chargé de l'expédition des Affaires courantes;*

F. MAMA.

*Le Ministre du Commerce et de l'Industrie;*

P. SCHNEIDER.

*Le Ministre de la Santé Publique;*

R. JOHNSON.

*Le Ministre des Finances p. i.;*

A. MÉATCHI.

*Le Ministre de l'Agriculture, de l'Elevage et des Eaux et Forêts;*

A. MÉATCHI.

*Le Ministre du Travail, des Lois Sociales et de l'Instruction Publique,*

L. YWASSA.

*Le Ministre de l'Information et de la Presse,*

E. FIAWOO.

**DECRET N° 57-48 du 5 avril 1957 accordant une concession minière pour l'exploitation des phosphates de Chaux et d'Alumine en zone réservée à la Société Minière du Bénin.**

##### *Concession n° 1 « Hahotoé C »*

#### **Le Premier Ministre**

Vu le décret n° 56-847 du 24 août 1956 portant statut du Togo;

Vu la loi togolaise n° 56-2 du 18 septembre 1956 déterminant dans le cadre du décret du 24 août 1956, portant statut du Togo, les pouvoirs du Gouvernement de la République Autonome du Togo et ceux réservés à l'Assemblée Législative;

Vu le décret du 27 février 1924 modifié par le décret du 22 juillet 1924 réglementant les autorisations personnelles en matières minières;

Vu le décret du 26 octobre 1927 réglementant la recherche et l'exploitation des gîtes de substances minérales au Togo, modifié par le décret du 26 décembre 1931 fixant la réglementation minière et les dispositions spéciales applicables aux hydrocarbures liquides dans les Colonies et Territoires sous mandat;

Vu le décret du 28 juillet 1938 portant modification au régime minier de certaines Colonies (création de zones réservées);

Vu l'arrêté du 23 mars 1953 mettant en réserve certaines substances de la première et troisième catégorie dont les phosphates;

Vu la demande de permis général de recherches pour phosphate de chaux et d'alumine (3° catégorie) formulée par la Société Minière du Bénin en date du 23 février 1955;

Vu le décret du 5 juillet 1955 promulgué au Togo par arrêté n° 652-55/C. du 20 juillet 1955 (JOT du 1<sup>er</sup>-8-55) accordant à la Société Minière du Bénin un permis général de recherches minières comprenant 34 périmètres de 3 km sur 3 km de côté et en particulier le périmètre désigné n° 3 Hahotoé C porté sur le registre des permis de recherches du Togo sous le n° 127, permis général accordé sous réserve des droits antérieurs (art. 1<sup>er</sup> du décret du 5 juillet 1955);

Vu la demande de concession minière formulée conformément à l'article 2 du décret du 5 juillet 1955 et à l'article 40 du décret du 26 octobre 1927, par la Société Minière du Bénin en date du 17 novembre 1955 et portant sur le périmètre n° 127 n° 3 Hahotoé C. situé dans le cercle d'Aného (Récépissé n° 1 délivré le 17 novembre 1955 par le chef du Service des Mines);

Vu la lettre du 21 novembre 1955 n° 641/Mines à M. le Directeur Général de la Société Minière du Bénin l'invitant à verser les droits de frais d'instruction de la concession minière (versement effectué le 28 novembre 1955 au Service des Domaines du Togo suivant le récépissé n° 690 du 28 novembre 1955 et transmis par lettre n° 878/HC. du 1<sup>er</sup> décembre 1955 de la Société Minière du Bénin;

Vu la lettre LOM/208/HC. du 9 janvier 1956 du Chef de Mission de la Société Minière du Bénin transmettant au Service des Mines les plans au 1/10.000<sup>e</sup> sur papiers entoilés;

Vu la lettre n° 4/Mines du 9 janvier 1956 du chef du Service des Mines au chef de Mission de la Société Minière du Bénin lui renvoyant les plans entoilés pour indication du Nord vrai;

Vu l'enregistrement au Service des Mines des plans entoilés (échelle 1/10.000) de la concession sous le n° 56/Mines/1 du 30 janvier 1956;

Vu la transmission de la demande de concession par le chef du Service des Mines au Commissaire de la République par lettre n° 695/Mines du 19 décembre 1955, aux fins d'instruction;

Vu la lettre n° 696/Mines du 19 décembre 1955 du chef du Service des Mines au Directeur du Cabinet du Commissaire de la République relative à l'insertion au JOT de la demande de concession minière;

Vu la note de Service n° 698/Mines en date du 19 décembre 1955 du chef du Service des Mines relative à l'affichage de la demande de concession minière au Service des Mines à partir du 31 décembre 1955 — et la note ajoutée du chef du Secrétariat du Service des Mines indiquant que l'opération a été effectuée;

Vu la note de Service n° 699/Mines en date du 19 décembre 1955 du chef du Service des Mines à son Adjoint lui prescrivant de suivre la marche des opérations d'instruction de la demande;

Vu la lettre n° 1056/Mines du 21 décembre 1955 du Commissaire de la République au Commandant du cercle d'Anécho lui transmettant la demande aux fins d'instruction pour compter du 1<sup>er</sup> janvier 1956, pour affichage de la demande et enquête publique sur place;

Vu la lettre n° 2678 du 31 décembre 1955 du Commandant du cercle d'Anécho indiquant que l'affichage de la demande est effectué à partir du 31 décembre 1955;

Vu la première insertion au J.O.T. en date du 1<sup>er</sup> janvier 1956 (page 36) de la demande de concession minière;

Vu la deuxième insertion au J.O.T. en date du 16 janvier 1956 (page 97) de la demande de concession minière;

Vu la troisième insertion au J.O.T. en date du 1<sup>er</sup> février 1956 (page 140) de la demande de concession minière;

Vu les Procès-verbaux d'enquête publique et d'affichage des demandes de concession minière en date du 22 mai 1956 de M. l'Administrateur Commandant le cercle d'Anécho;

Vu le procès-verbal d'affichage au Service des Mines en date du 27 juin 1956 n° 392/Mines enregistré en débat le 28 juin 1956 sous le n° 1853 — Folio 31;

Vu la lettre LOM/968/HC. du 30 décembre 1955 du chef de Mission de la Société Minière du Bénin indiquant que la signalisation auxiliaire prévue dans la demande de concession a été effectivement mise en place sur le terrain (F et J);

Vu la lettre n° 107/Mines du 15 février 1956 du Directeur de la Société Minière du Bénin lui précisant que la reconnaissance de la signalisation auxiliaire de la concession sera effectuée le 17 février 1956;

Vu les ordres de Mission n° 108 et 109/Mines du 16 février 1956 du chef du Service des Mines à son adjoint lui indiquant dans quelles conditions doivent s'effectuer les vérifications de la signalisation auxiliaire;

Vu les documents topographiques concernant les schémas et feuilles de calculs ayant servi à déterminer les points F et J ainsi que la détermination du Nord vrai, remis au Service des

Mines lors de la reconnaissance de la signalisation auxiliaire et enregistrés au Service des Mines le 20 février 1956 n° 90;

Vu le procès-verbal d'enquête n° 131/Mines du 21 février 1956 relatif à la reconnaissance de la signalisation auxiliaire de la concession sollicitée le 17 novembre 1955. Procès-verbal enregistré en débat le 27 février 1956 sous le n° 672 — Folio 61;

Vu le Procès-verbal n° 391 du 27 juin 1956 relatif à la vérification des feuilles de calculs fournies lors de la reconnaissance de la signalisation auxiliaire. Procès-verbal enregistré en débat le 27 juin 1956 sous le n° 1845 — Folio 30;

Vu le procès-verbal n° 109/Mines du 27 février 1957 enregistré en débat, de vérification, rectification, certification des plans entoilés au 1/10.000<sup>e</sup> remis par la Société Minière du Bénin à l'appui de sa demande de concession;

Vu l'opposition formulée par les tiers contre la délivrance des concessions demandées par la Société Minière du Bénin, devant le Tribunal de 1<sup>re</sup> Instance de Lomé le 29 mars 1956 dont notification a été faite à M. le Commissaire de la République à cette même date par exploit d'huissier;

Vu le jugement n° 61 du 27 avril 1956 du Tribunal de 1<sup>re</sup> Instance de Lomé;

Vu l'acte d'appel des tiers opposants en date du 16 mai 1956 devant la Cour d'Appel d'Abidjan, notifié à M. le Commissaire de la République le même jour par exploit d'huissier;

Vu la requête d'intervention du Territoire du Togo en date du 6 juin 1956 auprès de la Cour d'Appel d'Abidjan;

Vu l'arrêt n° 198 de la Cour d'Appel d'Abidjan en date du 14 décembre 1956 confirmant le jugement n° 61 du 27 avril 1956 du Tribunal de 1<sup>re</sup> Instance de Lomé, signifié au Gouvernement Togolais le 11 février 1957 par huissier et enregistré au Cabinet du Premier Ministre le 13 février 1957 sous le n° 1.478, transmis à la Direction des Mines et de la Géologie par lettre n° 110/MTP/M. du 19 février 1957 du Ministère des Mines, Travaux Publics, Transports, de l'Economie et du Plan et enregistré à la Direction des Mines et de la Géologie sous le n° 117/Mines du 19 février 1957;

Vu le décret togolais n° 57-38 du 12 mars 1957 concernant l'exercice des compétences des membres du Gouvernement Togolais, des Services et des Agents de l'Administration en matière de réglementation minière;

Vu l'avis du Directeur du Service des Mines et de la Géologie; Le Conseil des Ministres entendu;

## DECRETE :

### ARTICLE PREMIER

*Du droit de la Société Minière du Bénin à obtenir une concession minière pour exploiter les phosphates de Chaux et d'Alumine.*

La Société Minière du Bénin, Société anonyme, au capital actuel de cent millions de francs CFA; ayant son Siège social à Lomé (République Autonome du Togo) :

— titulaire de l'Autorisation Personnelle n° 91-55/Mines du 21 janvier 1955;

— titulaire du périmètre de recherches pour phosphates de chaux et d'alumine Habotoé C, accordé sous réserve des droits antérieurs; par décret du

5 juillet 1955, promulgué au *Journal officiel* du Togo du 1<sup>er</sup> août 1955; qui est porté sur le registre des permis de recherche du Service des Mines sous le n° 127 et qui est situé dans la région de Hahotoé près d'Akoumapé (Cercle d'Anécho);

— suite aux travaux de recherches entrepris sur ce périmètre et à la mise en évidence d'un gisement de phosphates de chaux et d'alumine exploitable, s'étendant en partie dans ce périmètre;

— suite à sa demande en date du 17 novembre 1955;

a droit à l'obtention d'une concession minière pour exploiter les phosphates de chaux et d'alumine, dérivant du périmètre Hahotoé C et qui portera le nom de concession n° 1 « Hahotoé C ».

## ARTICLE 2

### *Institution de la concession n° 1 — Hahotoé C*

La concession n° 1 — Hahotoé C est instituée par le présent décret, en zone réservée; conformément à l'article 45 du décret minier du 26 octobre 1927 et compte tenu du décret du 28 juillet 1938.

L'institution de cette concession est soumise en outre à l'accomplissement des formalités prévues par les articles 48 et 56 du décret minier du 26 octobre 1927.

## ARTICLE 3

### *Définition — Caractéristiques — Limites de la concession N° 1 « Hahotoé C » — Plan annexe au 1/10.000<sup>e</sup>*

La concession n° 1 « Hahotoé C » est définie ainsi qu'il suit :

*Situation administrative.* — La concession n° 1 est située dans la région d'Hahotoé près d'Akoumapé (Cercle d'Anécho).

*Périmètre de recherche origine.* — La concession n° 1 dérive du périmètre de recherche n° 3 Hahotoé C accordé à la Société Minière du Bénin par décret du 5 juillet 1955 (*Journal officiel* du Togo du 1<sup>er</sup> août 1955) sous réserve des droits antérieurs, périmètre porté sous le n° 127 sur le registre des permis de recherches du Service des Mines.

*Position — Forme et limites.* — La concession n° 1 forme un carré de trois kilomètres de côtés orientés Nord-Sud et Est-Ouest vrais recouvrant entièrement le permis de recherches origine.

Son coin Nord-Ouest indiqué par la lettre D sur le plan au 1/10.000<sup>e</sup> joint; se confond avec le poteau-signal du permis de recherche origine (Hahotoé C) posé par la Société Minière du Bénin le 18 février 1955, portant les inscriptions suivantes (S.M.B. — 18 février 1955 — PGRB — 3<sup>e</sup> catégorie) qui est situé à six-mille mètres à l'Ouest vrai du poteau-signal des quatre permis de recherches Akoumapé (A,B,C,D,) dont cette société est également titulaire (décret du 29 juillet 1953) lui-même situé au carrefour du marché d'Akoumapé (point remarquable); dont les inscriptions sont les suivantes (C.P.A.N. — 27 mars 1953 — S.M.B. — 16 février 1955 PGR — 3<sup>e</sup> catégorie) et qui est indiqué par la lettre G sur le plan au 1/10.000<sup>e</sup> joint;

Son coin Nord-Est indiqué par la lettre F sur le plan au 1/10.000<sup>e</sup> joint; est situé à trois mille mètres à l'Est vrai du point D précédent (et à trois mille mètres à l'Ouest vrai du poteau-signal d'Akoumapé) et a été matérialisé sur le terrain par un poteau-signal posé le 26 décembre 1955 par la Société Minière du Bénin;

Son coin Sud-Est indiqué par la lettre J sur le plan au 1/10.000<sup>e</sup> joint; est situé à trois mille mètres au Sud vrai du point F précédent et qui a été matérialisé par un poteau-signal posé le 27 janvier 1956 par la Société Minière du Bénin.

Son coin Sud-Ouest indiqué par la lettre H sur le plan au 1/10.000<sup>e</sup> joint est situé :

— à trois mille mètres au Sud vrai du poteau-signal origine (D);

— et à trois mille mètres à l'Ouest vrai du poteau-signal J précédent;

Une borne formant poteau-signal devra être implantée sur le terrain par la Société Minière du Bénin; pour matérialiser ce point; conformément à l'article 7 du présent décret.

La position de la concession n° 1 Hahotoé C par rapport aux points remarquables de la région et par rapport aux autres concessions instituées en faveur de la Société Minière du Bénin; ainsi que les limites et les coins de cette concession sont représentés à l'échelle du 1/10.000<sup>e</sup> sur le plan joint au présent titre de concession et dont il est question à l'article 7; ci-après.

La concession n° 1 a une surface réputée égale à neuf cents hectares.

## ARTICLE 4

### *Substances; droit d'exploitation*

La concession n° 1 Hahotoé C confère à la Société Minière du Bénin le droit exclusif d'exploiter uniquement les phosphates de chaux et d'alumine :

— dans les limites du périmètre défini à l'article précédent;

— indéfiniment en profondeur dans les limites de ce même périmètre,

— suivant les règles de l'art adaptées au type du gisement de phosphate de la concession et avec la préoccupation de rendre autant que possible les terrains de nouveau propres à leur usage antérieur dans un délai convenable.

## ARTICLE 5

### *Durée de la concession*

La concession n° 1 Hahotoé C est accordée à la Société Minière du Bénin pour une durée de cinquante ans à compter du jour de la publication du présent décret au *Journal officiel* de la République Autonome du Togo.

## ARTICLE 6

### *Cession*

La concession n° 1 instituée en zone réservée ne pourra faire l'objet d'une cession qu'après autorisation du Gouvernement Togolais.

ARTICLE 7

*Bornage et plans annexes au 1/10.000*

Dans un délai de six mois à compter de la publication du présent décret au *Journal officiel* de la République Autonome du Togo, la Société Minière du Bénin devra procéder au bornage de la concession n° 1 conformément à l'article 48 du décret minier du 26 octobre 1927. A cet effet :

**Bornes.** — les quatre coins de la concession devront être matérialisés sur le terrain (si ce n'est fait déjà) par des bornes ou poteaux-sigaux ayant un socle en béton bien encastré dans le sol (de dimensions apparentes minimum 80 cm sur 80 cm sur 80 cm) et un signal indicatif portant sur sa tôle la lettre correspondante du plan (tôle perforée) :

— sur chacun des côtés de la concession des bornes auxiliaires seront placées tous les mille mètres, soit au total 8 bornes auxiliaires.

**Plans.** — Les deux plans enroulés à l'échelle du 1/10.000 joints à la demande de concession, enregistrés (après rectification) au Service des Mines sous le n° 56/Mines/1 le 30 janvier 1956;

— reconnus identiques entre eux;

— vérifiés, rectifiés et certifiés par le Service des Mines à la date du 27 février 1957; sont numérotés : Plan n° 1 et Plan n° 2

Le plan n° 1 restera annexé au présent décret et sera conservé au Service des Mines.

Le plan n° 2 sera remis à la Société Minière du Bénin en même temps qu'un exemplaire du présent décret.

Après l'opération de bornage qui sera exécutée conformément au présent article, la Société Minière du Bénin présentera son plan n° 2 au Service des Mines afin que les mentions de bornage y soient transcrites.

ARTICLE 8

*Annulation du permis de recherche origine*

Le permis de recherche n° 3 Hahotoé C (décret du 5 juillet 1955) porté sur le registre des permis de recherches du Service des Mines sous le n° 127; se trouvera annulé de plein droit à compter du jour où la concession n° 1 sera rendue définitive après accomplissement des formalités prévues aux articles 48 et 56 du décret minier du 26 octobre 1927.

ARTICLE 9

*Inscription de la concession n° 1 Hahotoé C au registre spécial des concessions du Service des Mines du Togo*

Conformément à l'article 11 du décret minier du 26 octobre 1927; l'institution de la présente concession sera inscrite sous le n° 1 au registre spécial des concessions minières du Service des Mines du Togo, avec la mention — accordée en zone réservée.

ARTICLE 10

*Inscription au bureau de la conservation foncière du Togo*

La présente concession doit être inscrite au Bureau de la Conservation foncière du Togo; à la diligence de la Société Minière du Bénin et conformément aux prescriptions des articles 11 et 12 du décret minier du 26 octobre 1927.

ARTICLE 11

*Election de domicile*

La Société Minière du Bénin a fait élection de domicile à Lomé (Tokoin).

Elle doit y avoir un bureau et faire choix; si besoin d'un agent qui loge dans le bâtiment affecté au dit bureau.

Cet agent doit avoir qualité pour recevoir au nom de la Société Minière du Bénin, toutes notifications administratives.

Dans le cas où elle voudrait transférer ce domicile en un autre lieu du Togo, elle sera tenue d'en faire la déclaration au Ministre chargé des Mines et au Service des Mines.

ARTICLE 12

La concession n° 1 Hahotoé C; est et restera soumise à toutes les dispositions et prescriptions des décrets miniers des 26 octobre 1927 et 28 juillet 1938; (en tout ce qui n'est pas contraire au statut du Togo) et des décrets, arrêtés, règlements ou conventions pris ou qui pourraient être pris; ultérieurement pour leur application.

ARTICLE 13

Le présent décret sera publié au *Journal officiel* de la République Autonome du Togo.

Fait à Lomé; le 5 avril 1957

Pour le Premier Ministre absent,

*Le Ministre d'Etat chargé de l'Intérieur et des Postes et Télécommunications chargé de l'expédition des Affaires courantes,*

F. MAMA.

*Le Ministre d'Etat chargé de l'Intérieur et des Télécommunications;*

F. MAMA.

Pour le Ministre des Mines, des Travaux Publics, des Transports, de l'Economie et du Plan absent;  
*Le Ministre d'Etat chargé des Affaires courantes;*

F. MAMA.

*Le Ministre du Commerce et de l'Industrie;*

P. SCHNEIDER.

*Le Ministre de la Santé Publique,*

R. JOHNSON.

*Le Ministre des Finances p. i.;*

A. MEATCHI.

*Le Ministre de l'Agriculture, de l'Elevage et des Eaux et Forêts;*

A. MEATCHI.

*Le Ministre du Travail et des Lois Sociales  
et de l'Instruction Publique,*

L. YWASSA,

*Le Ministre de l'Information et de la Presse;*

E. FIAWOO.

**DECRET N° 57-49 du 5 avril 1957 accordant une concession minière pour l'exploitation des phosphates de chaux et d'alumine en zone réservée à la Société Minière du Bénin.**

*Concession n° 2 « Akoumapé C »*

**Le Premier Ministre,**

Vu le décret n° 56-847 du 24 août 1956 portant statut du Togo;

Vu la loi togolaise n° 56-2 du 18 septembre 1956 déterminant dans le cadre du décret du 24 août 1956, portant statut du Togo, les pouvoirs du Gouvernement de la République Autonome du Togo et ceux réservés à l'Assemblée Législative;

Vu le décret du 27 février 1924 modifié par le décret du 22 juillet 1924 réglementant les autorisations personnelles en matières minières;

Vu le décret du 26 octobre 1927 réglementant la recherche et l'exploitation des gîtes de substances minérales au Togo, modifié par le décret du 26 décembre 1931 fixant la réglementation minière et les dispositions spéciales applicables aux hydrocarbures liquides dans les Colonies et Territoires sous mandat;

Vu le décret du 28 juillet 1938 portant modification au régime minier de certaines Colonies (création de zones réservées);

Vu l'arrêté du 23 mars 1953 mettant en réserve certaines substances de la première et troisième catégorie dont les phosphates;

Vu la demande de permis général de recherches pour phosphate de Chaux et d'Alumine (3<sup>e</sup> catégorie) formulée par le Comptoir des Phosphates de l'Afrique du Nord en date du 31 mars 1953;

Vu le décret du 29 juillet 1953 promulgué au Togo par arrêté n° 584-53/C. du 12 août 1953 (J.O.T. du 1-9-53) accordant au Comptoir des Phosphates de l'Afrique du Nord un permis général de recherches minières comprenant 12 périmètres de 3 km sur 3 km de côté et en particulier le périmètre désigné n° 3 Akoumapé C porté sur le registre des permis de recherches du Togo sous le n° 50, permis accordé sous réserve des droits antérieurement acquis (article 1<sup>er</sup> du décret du 29 juillet 1953);

Vu la mutation de ce périmètre à la Société Minière du Bénin en date du 16 février 1955 (J.O.T. du 1-2-55);

Vu la demande de concession minière formulée conformément à l'article 2 du décret du 29 juillet 1953 et à l'article 40 du décret du 26 octobre 1927, par la Société Minière du Bénin en date du 17 novembre 1955 et portant sur le périmètre n° 50 — n° 3 Akoumapé C situé dans le Cercle d'Anécho (récépissé n° 2 délivré le 17 novembre 1955 par le Chef du Service des Mines);

Vu la lettre du 21 novembre 1955 n° 641/Mines à Monsieur le Directeur Général de la Société Minière du Bénin l'invitant à verser les droits de frais d'instruction de la concession minière

(versement effectué le 28 novembre 1955 au Service des Domaines du Togo suivant récépissé n° 691 du 28 novembre 1955 et transmis par lettre n° 878/H.C. du 1<sup>er</sup> décembre 1955;

Vu la lettre LOM 208/H.C. du 9 janvier 1956 du Chef de Mission de la Société Minière du Bénin transmettant au Service des Mines les plans au 1/10.000<sup>e</sup> sur papiers entoîlés;

Vu la lettre n° 4/Mines du 9 janvier 1956 du Chef du Service des Mines au Chef de Mission de la Société Minière du Bénin lui renvoyant les plans entoîlés pour indication du Nord vrai;

Vu l'enregistrement au Service des Mines des plans entoîlés (échelle 1/10.000<sup>e</sup>) de la concession sous le n° 56/Mines/2 du 30 janvier 1956;

Vu la transmission de la demande de concession par le Chef du Service des Mines au Commissaire de la République, par lettre n° 695/Mines du 19 décembre 1955, aux fins d'instruction;

Vu la lettre n° 696/Mines du 19 décembre 1955 du Chef du Service des Mines au Directeur du Cabinet du Commissaire de la République relative à l'insertion au J.O.T. de la demande de concession minière;

Vu la note de Service n° 698/Mines en date du 19 décembre 1955 du Chef du Service des Mines relative à l'affichage de la demande de concession minière au Service des Mines à partir du 31 décembre 1955 — et la note ajoutée du Chef du Secrétariat du Service des Mines indiquant que l'opération est effectuée;

Vu la note de Service n° 699/Mines en date du 19 décembre 1955 du Chef du Service des Mines à son Adjoint lui prescrivant de suivre la marche des opérations d'instruction de la demande;

Vu la lettre n° 1056/Mines du 21 décembre 1955 du Commissaire de la République au Commandant du Cercle d'Anécho lui transmettant la demande aux fins d'instruction pour compter du 1<sup>er</sup> janvier 1956, pour affichage de la demande et enquête publique sur place;

Vu la lettre n° 2678 du 31 décembre 1955 du Commandant du Cercle d'Anécho indiquant que l'affichage de la demande est effectuée à partir du 31 décembre 1955;

Vu la première insertion au J.O.T. en date du 1<sup>er</sup> janvier 1956 (pages 37 — 38) de la demande de concession minière;

Vu la deuxième insertion au J.O.T. en date du 16 janvier 1956 (page 98) de la demande de concession minière;

Vu la troisième insertion au J.O.T. en date du 1<sup>er</sup> février 1956 (page 141) de la demande de concession minière;

Vu le procès-verbal d'enquête publique et d'affichage des demandes de concession minière en date du 22 mai 1956 de M. l'Administrateur commandant le Cercle d'Anécho;

Vu le procès-verbal d'affichage au Service des Mines en date du 27 juin 1956 n° 392/Mines enregistré en date le 28 juin 1956 sous le n° 1853 — Folio 31;

Vu la lettre LOM 968/H.C. du 30 décembre 1955 du Chef de Mission de la Société Minière du Bénin indiquant que la signalisation auxiliaire prévue dans la demande de concession a été effectivement mise en place sur le terrain (F et J);

Vu la lettre n° 107/Mines du 15 février 1956 au Directeur de la Société Minière du Bénin lui précisant que la reconnaissance de la signalisation auxiliaire de la concession sera effectuée le 17 février 1956;



Vu les ordres de Mission n° 108 et 109/Mines du 16 février 1956 du Chef du Service des Mines à son Adjoint lui indiquant dans quelles conditions doivent s'effectuer les vérifications de la signalisation auxiliaire;

Vu les documents topographiques concernant les schémas et feuilles de calculs ayant servi à déterminer les points F et J ainsi que la détermination du Nord vrai, remis au Service des Mines lors de la reconnaissance de la signalisation auxiliaire et enregistrés au Service des Mines le 20 février 1956 n° 90;

Vu le procès-verbal n° 131/Mines du 21 février 1956 relatif à la reconnaissance de la signalisation auxiliaire de la concession sollicitée le 17 novembre 1955, procès-verbal enregistré en débet le 27 février 1957 sous le n° 672 — Folio 61;

Vu le procès-verbal n° 391 du 27 juin 1956 relatif à la vérification des feuilles de calculs fournies lors de la reconnaissance de la signalisation auxiliaire. Procès-verbal enregistré en débet le 27 juin 1956 sous le n° 1845 — Folio 30;

Vu le procès-verbal n° 110/Mines du 27 février 1957 enregistré en débet de vérification, rectification, certification des plans entoilés, au 1/10.000<sup>e</sup> remis par la Société Minière du Bénin à l'appui de sa demande de concession;

Vu l'opposition formulée par les tiers contre la délivrance des concessions demandées par la Société Minière du Bénin, devant le Tribunal de 1<sup>re</sup> Instance de Lomé le 29 mars 1956 dont notification a été faite à M. le Commissaire de la République à cette même date par exploit d'huissier;

Vu le jugement n° 61 du 27 avril 1956 du Tribunal de 1<sup>re</sup> Instance de Lomé;

Vu l'acte d'appel des tiers opposants en date du 16 mai 1956 devant la Cour d'Appel d'Abidjan, notifié à M. le Commissaire de la République le même jour par exploit d'huissier;

Vu la requête d'intervention du Territoire du Togo en date du 6 juin 1956 auprès de la Cour d'Appel d'Abidjan;

Vu l'arrêt n° 198 de la Cour d'Appel d'Abidjan en date du 14 décembre 1956 confirmant le jugement n° 61 du 27 avril 1956 du Tribunal de 1<sup>re</sup> Instance de Lomé, signifié au Gouvernement Togolais le 11 février 1957 par huissier et enregistré au Cabinet du Premier Ministre le 13 février 1957 sous le n° 1478, transmis à la Direction des Mines et de la Géologie par lettre n° 110/MTP/M. du 19 février 1957 du Ministère des Mines, Travaux Publics, Transports, de l'Economie et du Plan et enregistré à la Direction des Mines et de la Géologie sous le n° 117/Mines du 19 février 1957;

Vu le décret togolais n° 57-38 du 12 mars 1957 concernant l'exercice des compétences des membres du Gouvernement Togolais, des Services et des Agents de l'Administration en matière de réglementation minière;

Vu l'avis du Directeur du Service des Mines et de la Géologie;

Le Conseil des Ministres entendu;

## DECRETE :

### ARTICLE PREMIER

*Du droit de la Société Minière du Bénin à obtenir une concession minière pour exploiter les phosphates de Chaux et d'Alumine.*

La Société Minière du Bénin, Société Anonyme au capital actuel de cent millions de francs CFA, ayant

son Siège Social à Lomé (République Autonome du Togo) :

— titulaire de l'autorisation personnelle n° 91-55/Mines du 21 janvier 1955;

— titulaire du périmètre de recherches n° 3 Akoumapé C pour phosphates de chaux et d'alumine accordé sous réserve des droits antérieurement acquis par décret du 29 juillet 1953, promulgué au *Journal officiel* du Togo du 1<sup>er</sup> septembre 1953, au Comptoir des phosphates de l'Afrique du Nord, porté sur le registre des permis de recherches du Service des Mines sous le n° 50, situé dans la région d'Akoumapé (Cercle d'Anécho) et qui a été muté à la Société Minière du Bénin le 16 février 1955,

— suite aux travaux de recherches entrepris sur ce périmètre et à la mise en évidence d'un gisement de phosphates de chaux et d'alumine exploitable, s'étendant en partie dans ce périmètre;

— suite à sa demande en date du 17 novembre 1955;

a droit à l'obtention d'une concession minière pour exploiter le phosphate de chaux et d'alumine dérivant du périmètre n° 3 Akoumapé C et qui portera le nom de concession n° 2 « Akoumapé C ».

### ARTICLE 2

#### *Institution de la Concession n° 2 « Akoumapé C »*

La concession n° 2 Akoumapé C est instituée par le présent décret, en zone réservée, conformément à l'article 45 du décret minier du 26 octobre 1927 et compte tenu du décret du 28 juillet 1938.

L'institution de cette concession est soumise en outre à l'accomplissement des formalités prévues par les articles 48 et 56 du décret minier du 26 octobre 1927.

### ARTICLE 3

#### *Définition, caractéristiques, limites de la concession n° 2 — Akoumapé C — Plan Annexe au 1/10.000<sup>e</sup>*

La concession n° 2 « Akoumapé C » est définie ainsi qu'il suit :

*Situation Administrative.* — La concession n° 2 « Akoumapé C » est située dans la région de Tchellimé près d'Akoumapé (Cercle d'Anécho).

*Périmètre de recherches origine.* — La concession n° 2 dérive du périmètre de recherches n° 3 Akoumapé C accordé au Comptoir des Phosphates de l'Afrique du Nord par décret du 29 juillet 1953 (*Journal officiel* du Togo du 1<sup>er</sup> septembre 1953) sous réserve des droits antérieurement acquis, périmètre porté sous le n° 50 sur le registre des permis de recherches du Service des Mines et muté à la Société Minière du Bénin le 16 février 1955.

*Position, forme et limites.* — La concession n° 2 forme un carré de trois kilomètres de côtés orientés Nord-Sud et Est-Ouest vrais, recouvrant entièrement le permis de recherches origine.

Son coin Nord-Est indiqué par la lettre G sur le plan au 1/10.000<sup>e</sup> joint, se confond avec le poteau-signal du permis de recherches origine (Akoumapé C) posé le 27 mars 1953 portant les ins-

criptions suivantes (C.P.A.N. 23 mars 1953 — S.M.B. 16 février 1955 — P.G.R. 3<sup>e</sup> catégorie) qui est situé au carrefour du marché d'Akoumapé (point remarquable).

Son coin Nord-Ouest indiqué par la lettre F sur le plan au 1/10.000<sup>e</sup> joint, est situé à trois mille mètres à l'Ouest vrai du point G précédent et a été matérialisé sur le terrain par un poteau-signal posé le 26 décembre 1955 par la Société Minière du Bénin.

Son coin Sud-Ouest indiqué par la lettre J sur le plan au 1/10.000<sup>e</sup> joint, est situé à trois mille mètres au Sud vrai du point F précédent et a été matérialisé par un poteau-signal posé le 27 janvier 1956 par la Société Minière du Bénin.

Son coin Sud-Est indiqué par la lettre L porté sur le plan au 1/10.000<sup>e</sup> joint est situé :

— à trois mille mètres au Sud vrai du poteau-signal origine (G)

— et à trois mille mètres à l'Est vrai du poteau-signal J précédent.

Une borne formant poteau-signal devra être implantée sur le terrain par la Société Minière du Bénin, pour matérialiser ce point, conformément à l'article 7 du présent décret.

La position de la concession n° 2 Akoumapé C par rapport aux points remarquables de la région et par rapport aux autres concessions instituées en faveur de la Société Minière du Bénin, ainsi que les limites et coins de cette concession sont représentés à l'échelle du 1/10.000<sup>e</sup> sur le plan joint au présent titre de concession et dont il est question à l'article 7 ci-après.

La concession n° 2 a une surface réputée égale à Neuf cents hectares.

#### ARTICLE 4

##### *Substances — Droits d'Exploitation*

La concession n° 2 Akoumapé C confère à la Société Minière du Bénin le droit exclusif d'exploiter uniquement les phosphates de chaux et d'alumine :

— dans les limites du périmètre défini à l'article précédent,

— indéfiniment en profondeur dans les limites de ce même périmètre,

— et suivant les règles de l'art, adaptées au type de gisement de phosphate de la concession et avec la préoccupation de rendre autant que possible les terrains de nouveau propres à leur usage antérieur dans un délai convenable.

#### ARTICLE 5

##### *Durée de la Concession*

La concession n° 2 Akoumapé C est accordée à la Société Minière du Bénin pour une durée de cinquante ans à compter du jour de la publication du présent décret au *Journal Officiel* de la République Autonome du Togo.

#### ARTICLE 6

##### *Cession*

La concession n° 2 instituée en zone réservée ne pourra faire l'objet d'une cession qu'après autorisation du Gouvernement Togolais.

#### ARTICLE 7

##### *Bornage et Plans Annexes au 1/10.000<sup>e</sup>*

Dans un délai de six mois à compter de la publication du présent décret au *Journal Officiel* de la République Autonome du Togo, la Société Minière du Bénin devra procéder au bornage de la concession n° 2 conformément à l'article 48 du décret minier du 26 octobre 1927. A cet effet :

**Bornes** — Les quatre coins de la concession devront être matérialisés sur le terrain (si ce n'est déjà fait) par des bornes ou poteaux-sigaux ayant un socle en béton bien encasté dans le sol de dimensions apparentes minimum (80 cm. sur 80 cm. sur 80 cm.) et un signal indicatif portant sur sa tôle la lettre correspondante du plan (tôle perforée),

— sur chacun des côtés de la concession des bornes auxiliaires seront placées tous les mille mètres, soit au total 8 bornes auxiliaires.

**Plans.** — les deux plans entoilés à l'échelle de 1/10.000<sup>e</sup> joints à la demande de concession enregistrés (après rectification) au Service des Mines sous n° 56/Mines/2 le 30 janvier 1956,

— reconnus identiques entre eux,

— vérifiés, rectifiés et certifiés par le Service des Mines à la date du 27 février 1957

sont numérotés : Plan n° 1 et Plan n° 2.

Le Plan n° 1 restera annexé au présent décret et sera conservé au Service des Mines.

Le Plan n° 2 sera remis à la Société Minière du Bénin en même temps qu'un exemplaire du présent décret.

Après l'opération de bornage qui sera exécutée conformément au présent article, la Société Minière du Bénin présentera son plan n° 2 au Service des Mines afin que les mentions de bornage y soient transcrites.

#### ARTICLE 8

##### *Annulation du périmètre de recherches origine*

Le permis de recherches n° 3 Akoumapé C (décret du 29 juillet 1953) porté sur le registre des permis de recherches du Service des Mines sous le n° 50, se trouvera annulé de plein droit à compter du jour où la concession n° 2 sera rendue définitive après accomplissement des formalités prévues aux articles 48 et 56 du décret minier du 26 octobre 1927.

#### ARTICLE 9

##### *Inscription de la concession n° 2 Akoumapé C au registre spécial des concessions du Service des Mines du Togo*

Conformément à l'article 11 du décret minier du 26 octobre 1927, l'inscription de la présente conces-

sion sera inscrite sous le n° 2 au registre spécial des concessions minières du Service des Mines du Togo, avec la mention accordée en zone réservée.

# ARTICLE 10

## *Inscription au bureau de la conservation foncière du Togo*

La présente concession doit être inscrite au bureau de la Conservation foncière du Togo, à la diligence de la Société Minière du Bénin et conformément aux prescriptions des articles 11 et 12 du décret minier du 26 octobre 1927.

# ARTICLE 11

## *Election de domicile*

La Société Minière du Bénin a fait élection de domicile à Lomé (Tokoin).

Elle doit y avoir un bureau et faire choix, si besoin, d'un agent qui loge dans le bâtiment affecté au dit bureau. Cet agent doit avoir qualité pour recevoir au nom de la Société Minière du Bénin toutes notifications administratives.

Dans le cas où elle voudrait transférer ce domicile en un autre lieu du Togo, elle sera tenue d'en faire la déclaration au Ministre chargé des Mines et au Service des Mines.

# ARTICLE 12

La concession n° 2 Akoumapé C est et restera soumise à toutes dispositions et prescriptions des décrets miniers des 26 octobre 1927 et 28 juillet 1938 (en tout ce qui n'est pas contraire au Statut du Togo) et des décrets, arrêtés, règlements ou conventions pris ou qui pourraient être pris ultérieurement pour leur application.

# ARTICLE 13

Le présent décret sera publié au *Journal Officiel* de la République Autonome du Togo.

Fait à Lomé, le 5 avril 1957

Pour le Premier Ministre, absent,

*Le Ministre d'Etat chargé de l'Intérieur et des Postes et Télécommunications,*  
chargé de l'expédition des Affaires courantes,  
F. MAMA.

*Le Ministre d'Etat chargé de l'Intérieur et des Télécommunications,*  
F. MAMA.

Pour le Ministre des Mines, des Travaux Publics, des Transports, de l'Economie et du Plan absent,  
*Le Ministre d'Etat chargé de l'expédition des Affaires courantes,*  
F. MAMA.

*Le ministre du Commerce et de l'Industrie;*  
P. SCHNEIDER.

*Le Ministre de la Santé Publique;*  
R. JOHNSON.

*Le Ministre des Finances p. i.;*

A. MEATCHI.

*Le Ministre de l'Agriculture, de l'Elevage et des Eaux et Forêts,*  
A. MEATCHI

*Le Ministre du Travail, des Lois Sociales et de l'Instruction Publique,*  
L. YWASSA.

*Le Ministre de l'Information et de la Presse,*  
E. FIAWOO.

**DECRET N° 57-50 du 5 avril 1957 accordant une concession minière pour l'exploitation des phosphates de Chaux et d'Alumine en zone réservée à la Société Minière du Bénin.**

## *Concession n° 3 « Hahotoé B »*

**Le Premier Ministre,**

Vu le décret n° 56-847 du 24 août 1956 portant statut du Togo;

Vu la loi togolaise n° 56-2 du 18 septembre 1956 déterminant dans le cadre du décret du 24 août 1956, portant statut du Togo, les pouvoirs du Gouvernement de la République Autonome du Togo et ceux réservés à l'Assemblée Législative;

Vu le décret du 27 février 1924 modifié par le décret du 22 juillet 1924 réglementant les autorisations personnelles en matières minières;

Vu le décret du 26 octobre 1927 réglementant la recherche et l'exploitation des gîtes de substances minérales au Togo, modifié par le décret du 26 décembre 1931 fixant la réglementation minière et les dispositions spéciales applicables aux hydrocarbures liquides dans les Colonies et Territoires sous mandat;

Vu le décret du 28 juillet 1938 portant modification au régime minier de certaines Colonies (création de zones réservées);

Vu l'arrêté du 23 mars 1953 mettant en réserve certaines substances de la première et troisième catégorie dont les phosphates;

Vu la demande de permis général de recherches pour phosphates de chaux et d'alumine (3° catégorie) formulée par la Société Minière du Bénin en date du 23 février 1955;

Vu le décret du 5 juillet 1955 promulgué au Togo par arrêté n° 652-35/C. du 20 juillet 1955 (J.O.T. du 1-8-55) accordant à la Société Minière du Bénin un permis général de recherches minières comprenant 34 périmètres de 3 km sur 3 km de côté et en particulier le périmètre n° 2 Hahotoé B et porté sur le registre des permis de recherches du Togo sous le n° 126; permis général accordé sous réserve des droits antérieurs (article 1° du décret du 5 juillet 1955);

Vu les permis de recherches minières n° 39 et 40 délivrés le 6 juin 1953 (J.O.T. du 1-11-53 page 764) renouvelés le 5 juin 1956, reportés sur le registre des permis de recherches du Service des Mines sous les n° 46 et 47, accordés sous réserve de l'exactitude des déclarations et renseignements fournis par le titulaire, sous réserve des permis ou concession antérieurement enregistrés ou accordés, des droits des tiers...;

Vu la demande de concession minière formulée conformément à l'article 2 du décret du 5 juillet 1955 et à l'article 40 du

décret du 26 octobre 1927, par la Société Minière du Bénin en date du 17 novembre 1955 et portant sur le périmètre n° 126 — n° 2 Hahotoé B situé dans le Cercle d'Aného (récépissé n° 3 délivré le 17 novembre 1955 par le Chef du Service des Mines);

Vu la lettre du 21 novembre 1955 n° 641/Mines à Monsieur le Directeur Général de la Société Minière du Bénin l'invitant à verser les droits de frais d'instruction de la concession minière (versement effectué le 28 novembre 1955 au Service des Domaines du Togo suivant récépissé n° 692 du 28 novembre 1955 et transmis par lettre n° 878/HC. du 1<sup>er</sup> décembre 1955;

Vu la lettre LOM 208/HC. du 9 janvier 1956 du Chef de Mission de la Société Minière du Bénin transmettant au Service des Mines les plans au 1/10.000<sup>e</sup> sur papiers entoilés;

Vu la lettre n° 4/Mines du 9 janvier 1956 du Chef du Service des Mines au Chef de Mission de la Société Minière du Bénin lui renvoyant les plans entoilés pour indication du Nord vrai;

Vu l'enregistrement au Service des Mines des plans entoilés (échelle 1/10.000<sup>e</sup>) de la concession sous le n° 56/Mines/3 du 30 janvier 1956;

Vu la transmission de la demande de concession par le Chef du Service des Mines au Commissaire de la République, par lettre n° 695/Mines du 19 décembre 1955, aux fins d'instruction;

Vu la lettre n° 696/Mines du 19 décembre 1955 du Chef du Service des Mines au Directeur du Cabinet du Commissaire de la République relative à l'insertion au J.O.T. de la demande de concession minière;

Vu la note de Service n° 698/Mines en date du 19 décembre 1955 du Chef du Service des Mines relative à l'affichage de la demande de concession minière au Service des Mines à partir du 31 décembre 1955 et la note ajoutée du Chef du Secrétariat du Service des Mines indiquant que l'opération est effectuée;

Vu la note de Service n° 699/Mines en date du 19 décembre 1955 du Chef du Service des Mines à son Adjoint lui prescrivant de suivre la marche des opérations d'instruction de la demande;

Vu la lettre n° 1056/Mines du 21 décembre 1955 du Commissaire de la République au Commandant du Cercle d'Aného lui transmettant la demande aux fins d'instruction pour compter du 1<sup>er</sup> janvier 1956, pour affichage de la demande et enquête publique sur place;

Vu la lettre n° 2678 du 31 décembre 1955 du Commandant du Cercle d'Aného indiquant que l'affichage de la demande est effectué à partir du 31 décembre 1955;

Vu la première insertion au J.O.T. en date du 1<sup>er</sup> janvier 1956 (pages 37 et 38) de la demande de concession minière;

Vu la deuxième insertion au J.O.T. en date du 16 janvier 1956 (pages 98 et 99) de la demande de concession minière;

Vu la troisième insertion au J.O.T. en date du 1<sup>er</sup> février 1956 (pages 141 et 142) de la demande de concession minière;

Vu les procès-verbaux d'enquête publique et d'affichage des demandes de concession minière en date du 22 mai 1956 de M. l'Administrateur commandant le Cercle d'Aného;

Vu le procès-verbal d'affichage au Service des Mines en date du 27 juin 1956 n° 392/Mines enregistré en débet le 28 juin 1956 sous le n° 1853 — Folio 31;

Vu la lettre LOM 968/HC. du 30 décembre 1955 du Chef de Mission de la Société Minière du Bénin indiquant que la signalisation auxiliaire prévue dans la demande de concession a été effectivement mise en place sur le terrain (F et J);

Vu la lettre n° 107/Mines du 15 février 1956 au Directeur de la Société Minière du Bénin lui précisant que la reconnaissance de la signalisation auxiliaire de la concession sera effectuée le 17 février 1956;

Vu les ordres de Mission n° 108 et 109/Mines du 16 février 1956 du Chef du Service des Mines à son Adjoint lui indiquant dans quelles conditions doivent s'effectuer les vérifications de la signalisation auxiliaire;

Vu les documents topographiques concernant les schémas et feuilles de calculs ayant servi à déterminer les points F et J ainsi que la détermination du Nord vrai, remis au Service des Mines lors de la reconnaissance de la signalisation auxiliaire et enregistrés au Service des Mines le 20 février 1956 n° 90;

Vu le procès-verbal d'enquête n° 131/Mines du 21 février 1956 relatif à la reconnaissance de la signalisation auxiliaire de la concession sollicitée le 17 novembre 1955. Procès-verbal enregistré en débet le 27 février 1956 sous le n° 672 — Folio 61;

— Vu le procès-verbal d'enquête n° 391 du 27 juin 1956 relatif à la vérification des feuilles de calculs fournies lors de la reconnaissance de la signalisation auxiliaire. Procès-verbal enregistré en débet le 27 juin 1956 sous le n° 1845 — Folio 30;

Vu le procès-verbal n° 111/Mines en date du 27 février 1957, enregistré en débet de vérification, rectification, certification des plans entoilés au 1/10.000<sup>e</sup> remis par la Société Minière du Bénin à l'appui de sa demande de concession;

Vu l'opposition formulée par les tiers contre la délivrance des concessions demandées par la Société Minière du Bénin, devant le Tribunal de 1<sup>re</sup> Instance de Lomé le 29 mars 1956 dont notification a été faite à M. le Commissaire de la République à cette même date par exploit d'huissier;

Vu le jugement n° 61 du 27 avril 1956 du Tribunal de 1<sup>re</sup> Instance de Lomé;

Vu l'acte d'appel des tiers opposants en date du 16 mai 1956 devant la Cour d'Appel d'Abidjan, notifié à M. le Commissaire de la République le même jour par exploit d'huissier;

Vu la requête d'intervention du Territoire du Togo en date du 6 juin 1956 auprès de la Cour d'Appel d'Abidjan;

Vu l'arrêt n° 198 de la Cour d'Appel d'Abidjan en date du 14 décembre 1956 confirmant le jugement n° 61 du 27 avril 1956 du Tribunal de 1<sup>re</sup> Instance de Lomé, signifié au Gouvernement Togolais le 11 février 1957 par huissier et enregistré au Cabinet du Premier Ministre le 13 février 1957 sous le n° 1478, transmis à la Direction des Mines et de la Géologie par lettre n° 110/MTP/M. du 19 février 1957 du Ministère des Mines, Travaux Publics, Transports, de l'Economie et du Plan et enregistré à la Direction des Mines et de la Géologie sous le n° 117/Mines du 19 février 1957;

Vu le décret togolais n° 57-33 du 12 mars 1957 concernant l'exercice des compétences des membres du Gouvernement Togolais, des Services et des Agents de l'Administration en matière de réglementation minière;

Vu l'avis du Directeur du Service des Mines et de la Géologie;

Le conseil des ministres entendu,

## DECRETE :

## ARTICLE PREMIER

*Du droit de la Société Minière du Bénin à obtenir une concession minière pour exploiter le phosphate de Chaux et d'Alumine.*

La Société Minière du Bénin, Société Anonyme au Capital de Cent millions de francs CFA, ayant son Siège Social à Lomé (République Autonome du Togo) :

— titulaire de l'autorisation personnelle n° 91-55/ Mines du 21 janvier 1955,

— titulaire du périmètre de recherches n° 2 Hahotoé B pour phosphates de chaux et d'alumine accordé sous réserve des droits antérieurs par décret du 5 juillet 1955 promulgué au *Journal officiel* du Togo du 1<sup>er</sup> août 1955, porté sur le registre des permis de recherches du Service des Mines sous le n° 126 situé dans la région d'Akoumapé (Cercle d'Anécho);

— suite aux travaux de recherches entrepris sur le périmètre et à la mise en évidence d'un gisement de phosphate de chaux et d'alumine exploitable s'étendant en partie sur ce périmètre,

— suite à sa demande en date du 17 novembre 1955,

a droit à l'obtention d'une concession minière pour exploiter le phosphate de chaux et d'alumine dérivant du périmètre Hahotoé B et qui portera le nom de concession n° 3 « Hahotoé B ».

## ARTICLE 2

*Institution de la concession n° 3 « Hahotoé B ».*

La concession n° 3 Hahotoé B est instituée par le présent décret en zone réservée, conformément à l'article 45 du décret minier du 26 octobre 1927 et compte tenu du décret du 28 juillet 1938.

L'institution de cette concession est soumise en outre à l'accomplissement des formalités prévues par les articles 48 et 56 du décret minier du 26 octobre 1927.

## ARTICLE 3

*Définition, caractéristiques, limites de la concession n° 3 Hahotoé B Plan annexe au 1/10.000<sup>e</sup>*

La concession n° 3 Hahotoé B est définie ainsi qu'il suit :

*Situation administrative.* — La concession n° 3 est située dans la région s'étendant au Nord du village d'Hahotoé et au Nord-Est d'Akoumapé (Cercle d'Anécho).

*Périmètre de recherches origine.* — La concession n° 3 Hahotoé B dérive du périmètre n° 2 Hahotoé B accordé à la Société Minière du Bénin par décret du 5 juillet 1955 (*Journal Officiel* du Togo du 1<sup>er</sup> août 1955) sous réserve des droits antérieurs, périmètre porté sous le n° 126 sur le registre des permis de recherches du Service des Mines.

Périmètre dont le poteau-signal (coin Sud-Ouest) indiqué par la lettre D sur le plan au 1/10.000<sup>e</sup> joint a été implanté à six mille mètres à l'Ouest vrai du

poteau-signal définissant les quatre périmètres Akoumapé A, B, C, D, (décret du 29 juillet 1953) le 18 février 1955 et porte les inscriptions suivantes — S. M.B. 18 février 1955 — P.G.R.B. 3<sup>e</sup> catégorie.

*Position, forme et limites.* — La concession n° 3 a la forme d'un rectangle compris dans la moitié Est du périmètre de recherches origine dont les côtés sont orientés Nord-Sud et Est-Ouest vrais.

*Côtés de la concession n° 3.* — La limite Est de la concession n° 3 coïncide avec la limite Est du permis de recherches origine passant par le poteau-signal F (situé à trois mille mètres à l'Est vrai du poteau-signal origine D) implanté par la Société Minière du Bénin le 26 décembre 1955.

La limite Sud de la concession n° 3 coïncide avec la limite Sud du permis de recherches origine passant elle-même par le poteau-signal d'Hahotoé B et le poteau-signal F mis en place le 26 décembre 1955 et portant les inscriptions suivantes; Société Minière du Bénin demande de concession Signal F.

La limite Ouest de la concession n° 3 coïncide avec la ligne Nord-Sud vrai partageant en deux parties égales le permis de recherches origine, ligne Nord-Sud passant elle-même par le signal E situé à mille cinq cents mètres à l'Est vrai du poteau-signal du permis origine Hahotoé B.

Toutefois en exécution du jugement n° 61 du 27 avril 1956 du Tribunal de 1<sup>re</sup> Instance de Lomé confirmé par l'arrêt n° 198 en date du 14 décembre 1956 de la Cour d'Appel d'Abidjan, la limite Nord de la concession n° 3 se confond au plus avec la ligne Est-Ouest vrai formant la limite Sud des permis de recherches accordés le 6 juin 1953 par décision du Chef du Service des Travaux Publics et des Mines du Togo (permis accordés sous réserve de l'exactitude des déclarations et renseignements fournis par le titulaire, sous réserve des permis ou concessions antérieurement enregistrés ou accordés, des droits des tiers, publiés au *Journal Officiel* du Togo du 1<sup>er</sup> novembre 1953 et portés sur le registre des permis de recherches du Service des Mines sous les n° 16 et 47).

*Coin de la concession n° 3* — Le coin Sud-Est de la concession n° 3 est situé à trois mille mètres à l'Est vrai du poteau-signal définissant le permis origine Hahotoé B. Il est indiqué sur le plan au 1/10.000<sup>e</sup> par la lettre F et a été matérialisé par la Société Minière du Bénin le 26 décembre 1955.

Le coin Sud-Ouest de la concession n° 3, indiqué par la lettre E sur le plan au 1/10.000<sup>e</sup> joint, situé à mille cinq cents mètres à l'Est vrai du poteau-signal D d'Hahotoé B a été matérialisé provisoirement par la Société Minière du Bénin par un poteau auxiliaire en fer.

Le coin Nord-Ouest de la concession n° 4 se trouve à l'intersection de la limite Ouest bien définie précédemment, de cette concession avec la ligne commune Est-Ouest vrai formant la limite Sud des permis de recherches accordés le 6 juin 1953 par décision du Chef du Service des Travaux Publics et des Mines du Togo (accordés sous réserve de l'exactitude des

déclarations et renseignements fournis par le titulaire sous réserve des permis ou concession antérieurement enregistrés ou accordés, des droits des tiers) publiés au *Journal officiel* du Togo du 1<sup>er</sup> novembre 1953 et portés sur le registre des permis de recherches du Service des Mines sous les n<sup>os</sup> 46 et 47.

Le coin Nord-Est de la concession n<sup>o</sup> 4 se trouve à l'intersection de la limite Est, bien définie précédemment, de cette concession avec la ligne commune Est-Ouest vrai formant la limite Sud des permis de recherches accordés le 6 juin 1953 par décision du Chef du Service des Travaux publics et des Mines du Togo (accordés sous réserve de l'exactitude des déclarations et renseignements fournis par le titulaire, sous réserve des permis ou concession antérieurement enregistrés ou accordés, des droits des tiers) publiés au *Journal officiel* du Togo du 1<sup>er</sup> novembre 1953 et portés sur le registre des permis de recherches du Service des Mines sous les n<sup>os</sup> 46 et 47.

*Limite Nord et coins Nord-Est et Nord-Ouest de la concession n<sup>o</sup> 3*

Ces deux derniers points devront être matérialisés sur le terrain au moment de l'opération de bornage qui dans ce cas sera complété par une opération de délimitation faite contradictoirement avec le titulaire des permis de recherches accordés le 6 juin 1953 (*Journal officiel* du Togo du 1<sup>er</sup> novembre 1953) ainsi qu'il est prévu à l'article 7 du présent décret.

Sur le terrain cette ligne commune orientée Est-Ouest vrai passe obligatoirement par le poteau-signal définissant les deux périmètres de recherches accordés le 6 juin 1953 (*Journal officiel* du Togo du 1<sup>er</sup> novembre 1953 page 764) situé sur le côté gauche de la route d'Akoumapé-Animabio et dont la position sur le terrain est bien fixée.

Sur les plans joints au présent acte de concession et qui ont été produits par la Société Minière du Bénin à l'appui de sa demande de concession, le Service des Mines a reporté à titre provisoire les indications suivantes émanant d'opérations topographiques faites par la Société Minière du Bénin soit :

1<sup>o</sup>) le poteau-signal définissant les deux permis de recherches accordés le 6 juin 1953 (*Journal officiel* du Togo du 1<sup>er</sup> novembre 1953) situé sur la route d'Akoumapé-Animabio et désigné par PN3,

2<sup>o</sup>) la ligne Est-Ouest passant par le point PN 3,

3<sup>o</sup>) les points S et Q intersection de la ligne précédente avec les côtés Ouest et Est de la concession n<sup>o</sup> 3.

Ces indications feront l'objet de modifications éventuelles après les opérations de bornage et de délimitation contradictoire prévues à l'article 7 du présent décret.

La position de la concession n<sup>o</sup> 3 « Hatotoé B » par rapport aux points remarquables de la région, par rapport aux autres concessions instituées en faveur de la Société Minière du Bénin, ainsi que les limites et coins de cette concession (provisoires pour la limite Nord) sont représentés à l'échelle du 1/

10.000<sup>ème</sup> sur le plan joint au présent décret et dont il est question à l'article 7 ci-après.

La concession n<sup>o</sup> 3 a une surface réputée égale à trois cent quatre vingt seize hectares jusqu'à nouvel ordre.

#### ARTICLE 4

##### *Substances — Droit d'exploitation*

La concession n<sup>o</sup> 3 Hatotoé B, confère à la Société Minière du Bénin, le droit exclusif d'exploiter uniquement les phosphates de chaux et d'alumine :

— dans les limites du périmètre défini à l'article précédent,

— indéfiniment en profondeur dans les limites de ce même périmètre,

— et suivant les règles de l'art adaptées au type de gisement de phosphate de la concession et avec la préoccupation de rendre autant que possible les terrains de nouveau propres à leur usage antérieur dans un délai convenable.

#### ARTICLE 5

##### *Durée de la concession*

La concession n<sup>o</sup> 3 Hatotoé B est accordée à la Société Minière du Bénin pour une durée de cinquante ans à compter du jour de la publication du présent décret au *Journal officiel* de la République Autonome du Togo.

#### ARTICLE 6

##### *Cession.*

La concession n<sup>o</sup> 3 instituée en zone réservée ne pourra faire l'objet d'une cession qu'après autorisation du Gouvernement Togolais.

#### ARTICLE 7

##### *Bornage et plans annexés au 1/10.000<sup>e</sup>*

Dans un délai de six mois à compter de la publication du présent décret au *Journal officiel* de la République Autonome du Togo, la Société Minière du Bénin devra procéder aux opérations suivantes concernant le bornage de la concession n<sup>o</sup> 3 conformément à l'article 48 du décret minier du 26 octobre 1927 :

1<sup>o</sup>) *Limite Nord de la concession n<sup>o</sup> 3.* — Compte tenu du jugement n<sup>o</sup> 61 du 27 avril 1956 du Tribunal de première Instance de Lomé confirmé par l'arrêt n<sup>o</sup> 198 en date du 14 décembre 1956 de la Cour d'Appel d'Abidjan, la Société Minière du Bénin procédera à la détermination de la limite Nord de la concession n<sup>o</sup> 3 contradictoirement avec le titulaire des permis de recherches accordés le 6 juin 1953 par le Chef du Service des Travaux Publics et des Mines du Togo (*Journal officiel* du Togo du 1<sup>er</sup> novembre 1953).

Cette délimitation contradictoire comprendra :

— le relevé du point PN3 définissant les deux permis de recherches accordés le 6 juin 1953, par



rapport au poteau-signal des permis de recherches (JOT. du 1-9-53) poteau-signal situé au carrefour du village d'Akoumapé, de façon à pouvoir en reporter la position sur les plans joints au 1/10.000<sup>e</sup>,

— la détermination sur le terrain de la ligne Est-Ouest passant par le point PN 3,

— l'implantation de deux bornes principales aux coins Nord-Est et Nord-Ouest de la concession n° 3, situées sur cette ligne de démarcation et désignées par les lettres S et Q (Q étant une borne commune avec la concession n° 4),

— l'implantation d'une bornette auxiliaire placée à mi-distance entre les deux bornes extrêmes.

Ces opérations seront portées à la connaissance du Service des Mines, ainsi que les résultats des calculs et les relevés au 1/10.000<sup>e</sup> signés par les deux parties.

2°) *Bornes.* — Les autres coins de la concession devront être matérialisés (si ce n'est déjà fait) par des bornes ou poteaux-sigaux ayant un socle en béton bien encastré dans le sol et de dimensions apparentes minimum (80 cm sur 80 cm sur 80 cm) et un signal indicatif portant sur sa tôle la lettre correspondante (tôle perforée).

Sur chacune des autres limites Est-Sud-Ouest des bornes auxiliaires seront placées tous les mille mètres soit au total six bornes auxiliaires.

*Plans au 1/10.000<sup>e</sup>.* — Les deux plans entoilés à l'échelle du 1/10.000<sup>e</sup> joints à la demande de concession, enregistrés (après rectification) au Service des Mines sous le n° 56/Mines/3 le 30 janvier 1956 : 1956 :

— reconnus identiques entre eux,

— vérifiés, rectifiés et certifiés par le Service des Mines à la date du 27 février 1957,

— annotés provisoirement en ce qui concerne la limite Nord de la concession n° 3 (PN3 — S — Q) sont numérotés Plan n° 1 et Plan n° 2.

Le Plan n° 1 restera annexé au présent décret et sera conservé au Service des Mines.

Le Plan n° 2 sera remis à la Société Minière du Bénin en même temps qu'un exemplaire du présent décret.

Après les opérations du bornage (dont certaines faites contradictoirement) qui seront exécutées conformément au présent article, la Société Minière du Bénin présentera son plan n° 2 au Service des Mines qui en possession du résultat du bornage contradictoire y reportera les mentions de bornage définitif.

#### ARTICLE 8

##### *Annulation du périmètre de recherches origine*

Le permis de recherches n° 2 Hahotoé B (décret du 5 juillet 1955) porté sur le registre des permis de recherches du Service des Mines sous le n° 126 se trouvera annulé de plein droit à compter du jour où la concession n° 3 sera rendue définitive après l'a-

complissement des formalités prévues aux articles 48 et 56 du décret minier du 26 octobre 1927.

#### ARTICLE 9

##### *Inscription de la concession n° 3 Hahotoé B au registre spécial des concessions du Service des Mines*

Conformément à l'article 11 du décret minier du 26 octobre 1927, l'institution de la présente concession sera inscrite sous le n° 3 au registre spécial des concessions minières du Service des Mines du Togo avec la mention : accordée en zone réservée.

#### ARTICLE 10

##### *Inscription au bureau de la conservation foncière du Togo*

La présente concession doit être inscrite au bureau de la Conservation foncière du Togo à la diligence de la Société Minière du Bénin et conformément aux prescriptions des articles 11 et 12 du décret minier du 26 octobre 1927.

#### ARTICLE 11

##### *Election de domicile*

La Société Minière du Bénin a fait élection de domicile à Lomé (Tokoin).

Elle doit y avoir un bureau et faire choix si besoin, d'un agent qui loge dans le bâtiment affecté au dit bureau. Cet agent doit avoir qualité pour recevoir au nom de la Société Minière du Bénin toutes notifications administratives.

Dans le cas où elle voudrait transférer ce domicile en un autre lieu du Togo, elle sera tenue d'en faire la déclaration au Ministre chargé des Mines et au Service des Mines.

#### ARTICLE 12

La concession n° 3 Hahotoé B est et restera soumise à toutes les dispositions et prescriptions des décrets miniers des 26 octobre 1927 et 28 juillet 1938 (en tout ce qui n'est pas contraire au Statut du Togo) et des décrets, arrêtés, règlements ou conventions pris ou qui pourraient être pris ultérieurement pour leur application.

#### ARTICLE 13

Le présent décret sera publié au *Journal officiel* de la République Autonome du Togo.

Fait à Lomé, le 5 avril 1957.

P. Le Premier Ministre, absent,

*Le Ministre d'Etat chargé de l'Intérieur et des Postes et Télécommunications,*  
chargé de l'expédition des Affaires courantes,

F. MAMA.

*Le Ministre d'Etat chargé de l'Intérieur et des Postes et Télécommunications,*

F. MAMA.

Pour le Ministre des Mines, des Travaux Publics,  
des Transports, de l'Economie et du Plan absent,

*Le Ministre d'Etat chargé de l'expédition  
des Affaires courantes,*

F. MAMA.

*Le Ministre du Commerce et de l'Industrie,*

P. SCHNEIDER.

*Le Ministre de la Santé Publique;*

R. JOHNSON.

*Le Ministre des Finances p.i.,*

A. MEATCHI.

*Le Ministre de l'Agriculture,  
de l'Elevage et des Eaux et Forêts,*

A. MEATCHI.

*Le Ministre du Travail et des Lois Sociales  
et de l'Instruction Publique,*

L. YWASSA.

*Le Ministre de l'Information et de la Presse;*

E. FIAWOO